

Cahier des clauses administratives particulières

Marché global de performance pour la construction du complexe sportif François Richoux à Lucé

Chartres Aménagement SPL représentée par son Président directeur général

Agissant au nom et pour le compte de la Commune de Lucé, dans le cadre d'un mandat

Marché global de performance n° M26.19977

Procédure globale de performance passée en application des articles L.2171-3 et R.2171-2 du code de la commande publique, avec une procédure négociée en application des articles R2171-15 et suivants du code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur :

Société Publique Locale « Chartres Aménagement »

Siège social : Hôtel de ville, Place des Halles – 28000 CHARTRES

Adresse de correspondance : 14 rue Saint Michel – 28000 CHARTRES (France)

Tél : +33 (0) 2 37 22 05 28

Société au capital de 11 400 363 €

Immatriculée au R.C.S de Chartres sous le numéro 514 950 104 (2009 B 651)

Personne signataire de l'accord-cadre : Monsieur le Président Directeur Général de la SPL Chartres Aménagement

Origine de son pouvoir de signature : Décision du Conseil d'administration de la SPL Chartres Aménagement du 25 juin 2020

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-60 du code de la commande publique :

Madame Nathalie ANDRE

SOMMAIRE

SOMMAIRE	3
ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU MARCHE	5
2.1 Lieux d'exécution et description des travaux	5
2.2 Allotissement	5
2.3 Décomposition en tranches	5
2.4 Phases	6
2.4.1 Phase n° 1 : Conception et réalisation	6
2.4.2 Phase n° 2 : Exploitation et maintenance	7
2.5 Représentation des parties	7
2.6 Intervenants	7
2.7 Forme des notifications et informations au titulaire	8
2.8 Ordre de service	8
2.9 Sous-traitance	8
2.10 Poursuite de l'exécution du contrat	9
2.11 Réalisation de prestations similaires	9
2.12 Dispositions en matière d'insertion	9
2.12.1 Conditions générales	9
2.12.2 Modalités de mise en œuvre	11
2.12.3 Dispositif d'accompagnement de mise en œuvre	12
2.12.4 Contrôle de l'action d'insertion	12
2.12.5 Pénalités pour non respect des obligations relatives à l'action d'insertion	12
ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	13
ARTICLE 4 - PRIX	14
4.1 Prix du marché	14
4.2 Retenue de garantie	14
4.3 Avance – Option B du CCAG Travaux	14
ARTICLE 5 – PHASE N° 1 : CONCEPTION ET REALISATION	15
5.1 Modalités de détermination des prix	15
5.1.1 Répartition des paiements	15
5.1.2 Contenu du prix	15
5.1.3 Révision du prix	16
5.1.4 Application de la taxe sur la valeur ajoutée	17
5.2 Modalités de règlement	17
5.2.1 Généralités	17
5.2.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants	18
5.2.3 Présentation des factures	18
5.2.4 Règlement des acomptes	18
5.2.5 Décompte général de la Phase 1	18
5.3 Délai d'exécution - Pénalités	18
5.3.1 Dispositions générales	18
5.3.2 Délais d'exécution	19

5.3.3 Calendrier détaillé d'exécution.....	19
5.3.4 Prolongation des délais d'exécution	19
5.3.5 Pénalités	19
5.4 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux.....	22
5.4.1 Provenance des matériaux et produit	22
5.4.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt.....	22
5.4.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits	22
5.5 - Implantation des ouvrages et localisation des reseaux souterrains, enterres, subaquatiques ou aeriens.....	22
5.5.1 Piquetage général	22
5.5.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés	22
5.6 - Préparation – Coordination et exécution des travaux.....	23
5.6.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	23
5.6.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail.....	24
5.6.3 Mesures d'ordre social – Travailleurs détachés	24
5.6.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers.....	24
5.7 Contrôles et réception des travaux	25
5.8 Assurance	26
5.9 Discretion, sécurité et Secret - Droits du maître d'ouvrage et du titulaire	26
5.10 Dérogation aux CCAG Travaux	28
ARTICLE 6 PHASE N° 2 : EXPLOITATION ET MAINTENANCE	28
6.1 Dispositions générales.....	28
6.2 Modalités et conditions d'exécution des prestations	29
6.4 Modalités de détermination des prix des prestations de la phase n°2 : Exploitation Maintenance	32
6.5 Modalités de paiement	33
6.6 Factures afférentes aux paiements.....	33
6.7 Pénalités de la phase n°2 : Exploitation et maintenance.....	34
ARTICLE 7 DISPOSITIONS DIVERSES	36
7.1 Pénalités applicables à l'ensemble des phases du marché.....	36
7.2 Résiliation du marché	37
7.3 Autres dispositions	38
7.4 Cession du marché.....	39
7.5 Dérogations aux CCAG Travaux	39

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

Le présent marché est un marché global de performance pour la construction du complexe sportif François Richoux à Lucé.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

Conformément à l'article L.2171-7 du code de la commande publique et des articles D.2171-4 à D.2171-14 dudit code, le marché identifie, au titre de ses conditions d'exécution, l'équipe de maîtrise d'œuvre chargée de la conception de l'ouvrage et du suivi de sa réalisation, ainsi que le contenu de sa mission.

Dans le cas présent, le choix du marché global de performance vise notamment à obtenir la garantie de remplir des objectifs chiffrés de performance définis notamment en termes de niveau d'activité, de qualité de service, d'efficacité énergétique ou d'incidence écologique sur la base d'engagements de performances mesurables.

Les niveaux de performance attendus pour ce projet sont :

- Performances énergétiques et procédés de maintien de ces performances dans le temps :
 - Poste chauffage, ventilation, climatisation ;
- Pertinence des choix techniques pour atteindre les objectifs énergétiques ;
- Pertinences des choix techniques pour atteindre le confort acoustique ;
- Performance de gestion de la phase Exploitation-Maintenance ;
- Performance en termes de niveau d'activité et de qualité de service ;
- Performance de délais de réalisation de l'opération (phases d'études et réalisation jusqu'à la fin des travaux) et des moyens mis en place (organisation, méthodes) ;
- Performance en termes d'ergonomie et de qualité de vie au travail des professionnels ;

Le délai prévisionnel d'exécution du marché est de **cent-treize (113) mois** à compter de sa notification au titulaire :

- Phase conception (C) : 10 mois (mars 2027 – décembre 2027) hors période de validation du MO ;
- Phase de travaux (R) : 19 mois (janvier 2028 – juillet 2029) à compter de l'ordre de service de démarrage,
- Phase exploitation maintenance : 7 ans à compter de la réception finale.

Reconduction :

Le marché ne sera pas reconduit.

ARTICLE 2 - CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

2.1 Lieux d'exécution et description des travaux

Emplacement : Le terrain d'assise de la construction du complexe sur la réserve foncière située à l'ouest du terrain de football. L'emprise du terrain de football est inchangée. L'accès au site se fait par la rue de la République de Lucé (28).

Prestations attendues : Conception, réalisation, exploitation et maintenance du nouveau complexe sportif :

- Construction d'un complexe sportif suivant les niveaux de compétitions demandés ;
- Démolition des vestiaires et des tribunes du terrain de football ;
- Démolition de la maison et ses annexes situées 128 rue de la République ;
- Aménagement qualitatif des espaces extérieurs (liaisons piétonnes, parkings, gradins paysagers...) ;
- Rénovation de la piste de course ;
- Mise à niveau du terrain de foot.

2.2 Allotissement

Le marché n'est pas alloti car la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations au sens des articles L2113-10 à L2113-11 du code de la commande publique.

2.3 Décomposition en tranches

Le marché ne prévoit pas de tranches optionnelles.

2.4 Phases

Le marché est un marché à phases. Il comprend deux (2) phases d'exécution, définies comme suit :

2.4.1 Phase n° 1 : Conception et réalisation

La phase n° 1 : *Conception-réalisation*, comprend les deux sous-phases d'exécutions suivantes :

- Phase n° 1.1 : *Conception*

La phase n° 1.1 : *Conception*, a notamment pour objet la conception par le titulaire des ouvrages nécessaires à la mise en œuvre du projet, sur la base notamment des éléments remis par le titulaire lors de la procédure de consultation et de préparer l'exécution des travaux, conformément aux normes et à la réglementation en vigueur et aux règles de l'art.

Elle comprend notamment :

- Toutes les investigations complémentaires que le titulaire estime nécessaires à la réalisation du projet en sus de l'ensemble des diagnostics et études remis par le maître d'ouvrage dans le cadre de la consultation, en ce compris les études géotechniques réalisées par le maître d'ouvrage sur les prescriptions du titulaire avant la remise de son offre finale ;
- Conformément au code de la commande publique (articles D.2171-6 à D.2171-9), la fourniture du dossier APD « AVANT-PROJET-DEFINITIF » à réaliser par l'équipe de maîtrise d'œuvre du titulaire ;
- L'établissement des documents nécessaires à l'obtention du permis de construire et ses modificatifs le cas échéant, et toutes autres demandes d'autorisations administratives nécessaires à la réalisation du projet. Ces documents seront signés par l'architecte, membre du groupement ;
- Conformément au code de la commande publique (articles D.2171-10), la fourniture du dossier PRO « PROJET » à réaliser par l'équipe de maîtrise d'œuvre du titulaire ;
- La prise en compte de toutes les sujétions liées aux prescriptions du permis de construire ;
- L'établissement de tous les documents d'exécution, plans et spécifications à l'usage du chantier (une partie des plans d'exécution pourra être réalisée pendant la phase réalisation en fonction des caractéristiques de l'opération) ainsi que les plans de synthèse ;
- Conformément au code de la commande publique (articles D.2171-11 et D.2171-12), tous les documents d'exécution non élaborés par l'équipe de conception devront être validés par l'équipe de conception ; un tableau de suivi des visas étant tenu à jour par le groupement et remis mensuellement au maître d'ouvrage ou ses assistants, tant en phase conception qu'en phase réalisation ;
- La prise en compte des observations et avis du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et du maître d'ouvrage ou ses assistants ;
- L'établissement du calendrier détaillé d'exécution ;
- La présentation et agrément des sous-traitants éventuels ;

- Phase n° 1.2 : *Réalisation*

La phase n° 1.2 : *Réalisation*, a notamment pour objet l'exécution des travaux, leur réception et leur parfait achèvement.

La période de préparation de chantier (**la période de préparation de chantier fait partie de la phase n° 1.2 : *Réalisation*, et non pas de la phase n° 1.1 : *Conception***).

Elle comporte notamment :

- Le respect du calendrier d'exécution ;
- La période de préparation du chantier conformément au calendrier d'exécution ;
- L'exécution proprement dite des travaux par le titulaire. Conformément au code de la commande publique (article D.2171-13), l'équipe de maîtrise d'œuvre du titulaire est chargée du suivi de la réalisation des travaux. Elle veille à ce que l'exécution des travaux soit conforme aux études réalisées et que leur mise en œuvre respecte la réglementation en vigueur et les règles de l'art ;
- La garde et la responsabilité de l'ouvrage objet des travaux jusqu'à la date de la réception des travaux ;

- La prise en compte des observations et avis du bureau de contrôle, du coordonnateur SPS et du maître d'ouvrage ou ses assistants ;
- L'organisation des travaux, autorisations et coordination avec l'ensemble des concessionnaires de réseaux, d'équipements techniques, etc., concernés par l'ouvrage ou ses composants ;
- L'organisation du phasage des travaux, le cas échéant, et notamment sans que la liste soit exhaustive, les branchements et connexions courants forts et faibles, les accès aux véhicules de secours, l'information et coordination en vue de l'aménagement du mobilier ;
- La tenue hebdomadaire d'une réunion de chantier à laquelle seront conviés le bureau de contrôle, le SPS, le maître d'ouvrage et ses assistants, le cas échéant, et toute personne que le maître d'ouvrage décidera de s'adjoindre. Le compte rendu sera élaboré et transmis par le titulaire (et plus spécifiquement par le mandataire du groupement) aux intervenants ;
- L'élaboration du DOE et de tous les documents nécessaires à la remise de l'ouvrage au maître d'ouvrage ;
- La préparation et la participation à la ou aux commissions de sécurité autorisant l'exploitation de l'ouvrage ;
- Toutes les démarches et prises en charge des frais d'autorisation ou d'occupation de voiries ou de sujétions d'accès au site, ainsi que les constats d'état des lieux en début et fin de travaux pour chaque phase ;
- Toutes les démarches et prises en charge des frais d'installations de chantier ;
- La prise en charge de la fourniture des fluides (combustibles, eau et l'électricité) nécessaires au chantier.

2.4.2 Phase n° 2 : Exploitation et maintenance

La phase n° 2 : *Exploitation et maintenance* a pour objet l'exploitation et l'Entretien-Maintenance de certaines installations du site conformément aux limites de prestations fixées dans le Programme Entretien Maintenance Détaillé de l'ouvrage (ou des ouvrages) réalisé(s) au titre de la phase n° 1 : *Conception et réalisation*.

Elle comporte notamment :

- L'exploitation des équipements de Chauffage-Ventilation-Plomberie, Électricité Courants Forts ainsi que de la totalité des équipements pendant une période de sept (07) ans à compter de la prise d'effet de la décision relative à la réception finale des ouvrages.
- L'entretien courant et la maintenance préventive et curative du clos-couvert, des équipements de Chauffage-Ventilation-Plomberie, Électricité Courants Forts ainsi que de la totalité des équipements pendant une période de sept (07) ans, suivant le Programme Exploitation Maintenance, et à compter de la date de réception des travaux ;
- Le Gros Entretien Renouvellement pendant une période de sept (7) ans, suivant le Programme Exploitation Maintenance.

2.5 Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître de l'ouvrage désignent une personne physique, habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifie cette désignation au maître de l'ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître de l'ouvrage en cours d'exécution du marché.

2.6 Intervenants

a) Maître d'ouvrage :

La commune de Lucé et la SPL Chartres Aménagement se sont associées dans le cadre d'un contrat de mandat. La SPL Chartres Aménagement agit donc au nom et pour le compte de la Commune de Lucé sur toute la durée des études et de construction. (GPA).

b) Contrôle technique

Désignation prévue en concomitance avec la réception des offres du présent marché.

c) Mission de sécurité et de protection de la santé

Désignation prévue en concomitance avec la réception des offres du présent marché.

d) Les missions à la charge du titulaire

Le titulaire devra prendre à sa charge les missions suivantes :

- Coordination en matière de système de sécurité incendie : La coordination en matière de système de sécurité incendie (SSI) est comprise dans l'objet du marché et confiée à son titulaire.
 - Ordonnancement, pilotage et coordination : L'ordonnancement, le pilotage et la coordination (OPC) du chantier sont compris dans l'objet du marché et confiés à son titulaire.
 - Enquêtes et démarches auprès des concessionnaires de réseaux - Raccordements aux réseaux : La mission d'enquêtes et de démarches auprès des concessionnaires de réseaux ainsi que la prise en charge de l'ensemble des frais de démantèlement, déplacement, dé-raccordements et raccordements auxdits réseaux, pour tous les fluides (liste non limitative : eau, défense incendie, gaz, télécommunication, assainissement, électricité, etc.), sont compris dans l'objet du marché et confiés à son titulaire.

2.7 Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d'ouvrage prévoit d'utiliser la ou les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

- Remise contre récépissé daté ;
- Lettre recommandée avec accusé de réception postal.

Les notifications sont faites à l'adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

2.8 Ordre de service

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG Travaux pour la phase n°1 et la phase n°2, les ordres de service sont établis, datés, signés et notifiés par le maître d'ouvrage et concernent notamment :

- Le début de la phase n° 1.1 : notification du marché valant OS de démarrage *Conception comprise PC* ;
- La validation expresse de la phase n°1.1 Conception – APD
- Le début de la phase n°1.1 Conception – PRO
- La validation expresse de la phase n° 1.1 : Conception - PRO ;
- Le début de la phase n° 1.2 : Préparation de chantier ;
- La validation expresse de la phase 1.2 – Préparation de chantier
- Le début de la phase 1.2 Réalisation -Travaux
 - Par dérogation à l'article 50.2.1 du CCAG Travaux, le délai à prendre en considération au titre dudit article en cas d'OS tardif est de six (6) mois.
- La notification de la décision à la réception finale des travaux ;

La fin d'une phase et le début de la suivante peuvent faire l'objet d'un seul ordre de Service.

Compte tenu de la globalité, de la complexité et des particularités attachées au processus, le maître d'ouvrage a mis en place une équipe pluridisciplinaire apte :

- À assurer un suivi renforcé de l'exécution de l'ensemble des prestations fournies au titre du marché global,
- À participer à la réception et à la mise en service de l'équipement réalisé.

Le délai de conception (Phase 1.1) s'entend phases de validation du maître d'ouvrage incluses. Soit :

- 28 jours calendaires pour la validation du dossier APD ;
- 14 jours calendaires pour la validation du dossier Permis de Construire ;
- 42 jours calendaires pour la validation du dossier PROJET.

2.9 Sous-traitance

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d'acte spécial de sous-traitance annexé à l'acte d'engagement, dûment complété et signé en y joignant les pièces listées sur ce cadre d'acte spécial. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également l'exemplaire unique du marché ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d'une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d'avoir obtenu du maître de l'ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l'acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non-production de cette copie de la caution au représentant du maître de l'ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies à l'article 11.9.2 ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du Code du travail.

2.10 Poursuite de l'exécution du contrat

Le présent marché est conclu par Chartres Aménagement en sa qualité de mandataire de la collectivité Ville de Lucé.

Le titulaire s'engage à poursuivre l'exécution du présent marché avec la collectivité mandante dans le cas où, en raison de la caducité du mandat pour quelque raison que ce soit, ladite collectivité se substituerait à Chartres Aménagement.

2.11 Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier à l'attributaire du marché, en application des dispositions du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

2.12 Dispositions en matière d'insertion

2.12.1 Conditions générales

La SPL Chartres Aménagement, agissant au nom et pour le compte de la Commune de Lucé dans le cadre du mandat qui lui a été confié, dans un souci de promotion pour l'emploi et la lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application du code de la commande publique en vigueur en incluant dans le cahier des charges de ce marché public une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique.

L'entreprise attributaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles pour l'ensemble des prestations du marché global de performance : maîtrise d'œuvre, réalisation des travaux et l'exploitation/maintenance.

Dans ce cadre, l'entreprise attributaire s'engage à réaliser obligatoirement une action d'insertion, au minimum à hauteur des objectifs horaires précisées à l'article 2.12.2 « Modalités de mise en œuvre » du CCAP et à l'acte d'engagement.

À l'issue du marché, l'entreprise attributaire s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauche ultérieure des personnes en insertion.

Les publics visés :

Les publics éligibles aux clauses sociales d'insertion et de promotion de l'emploi sont les suivants :

A/ Les personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat

- Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI) ;
- Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATiGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

B/ Les Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois)
- Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- Les jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi sans qualification de niveau III (infra-BAC) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois, les diplômés justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur,
- Les demandeurs d'emploi seniors de plus de 50 ans,
- Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes ;
- Les habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- Les personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- Les personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi, du facilitateur local clauses sociales ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Le suivi de l'éligibilité des publics

Il est de la responsabilité de l'entreprise attributaire de veiller à ce que l'éligibilité des publics soit validée par le facilitateur de la clause sociale de Chartres métropole avant sa mise à l'emploi.

L'entreprise attributaire désignera un correspondant opérationnel pour le suivi des actions professionnelles, interlocuteur privilégié du facilitateur de la clause sociale de Chartres métropole.

En cas de groupement de plusieurs structures, le mandataire du groupement demeure l'interlocuteur unique du facilitateur de la clause sociale de Chartres métropole.

Aussi le présent CCAP considère expressément cette clause comme condition d'exécution obligatoire du marché.

2.12.2 Modalités de mise en œuvre

Durant la période d'exécution du marché, le volume horaire obligatoire **minimum** de travail d'insertion réservé aux publics visés à l'article 2.12.1 est réparti comme suit :

- **Pour la maîtrise d'œuvre** : 450 heures d'insertion à réaliser ;
- **Pour la réalisation des travaux et l'exploitation/maintenance** : Il est convenu entre les signataires du présent contrat que le volume des heures d'insertion à réaliser devrait représenter 5% des heures travaillées.

En ce sens, en amont des appels d'offres et lorsque les études de conception seront finalisées en phase PRO et actées par l'ensemble des parties, le mandataire devra se rapprocher du facilitateur de la clause sociale de Chartres métropole afin que ce dernier puisse calculer les heures d'insertion selon l'allotissement proposé.

L'action d'insertion professionnelle peut être mise en œuvre selon une ou plusieurs des modalités suivantes :

- **par une embauche directe** en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats d'alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage). Les heures effectuées par les personnes en insertion via l'embauche directe sont comptabilisées durant l'exécution du marché à compter de la date d'embauche et pour une période maximale de deux ans ;
- **par la mise à disposition de salariés en insertion** via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise de travail temporaire adapté (ETTA), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- **par le recours à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques** avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI) ou une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

Il est précisé également que si la formation fait partie du contrat de travail (contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage, etc.), les heures de formation sont comptabilisées au titre des heures d'insertion.

Enfin, il est à noter que le recours à la sous-traitance n'exonère pas le titulaire de ses obligations en matière de clause d'insertion. S'il peut partager une partie de l'effort d'insertion, il restera responsable de leur bonne exécution et de la bonne remontée d'information. Les pénalités sont supportées par le titulaire. **Il appartient à ce dernier de prévoir dans le contrat de sous-traitance les stipulations qui permettront de responsabiliser son sous-traitant.**

La globalisation des heures :

A compter de l'attribution du marché et pendant son exécution, avec les objectifs de favoriser le parcours d'insertion des personnes recrutées par l'entreprise et faciliter la gestion de la clause par cette dernière, l'entreprise attributaire du marché peut solliciter, auprès du facilitateur mentionné à l'article 2.12.1 du CCAP, la globalisation des heures d'insertion au cas où elle serait attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause sociale d'insertion.

La demande doit être adressée au facilitateur mentionné à l'article 2.12.1 du CCAP. Elle peut être déclarée recevable par le dispositif d'accompagnement :

- Si la mesure est favorable au parcours du salarié en insertion ;
- Si la mesure recueille l'accord de l'ensemble des maîtres d'ouvrages concernés, la décision d'acceptation est alors notifiée par ordre de service, et ne donne pas lieu à un avenant ;
- Si la mesure est applicable dans le périmètre territorial d'intervention du facilitateur ;
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion a été vérifiée par le facilitateur ;
- Si une période de temps existe et est au moins commune aux marchés comportant une clause sociale d'insertion dont l'entreprise est attributaire.

2.12.3 Dispositif d'accompagnement de mise en œuvre

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche, une ingénierie d'insertion est proposée par le facilitateur de la clause sociale du territoire dont les principales missions sont les suivantes :

- Participer à la réunion de lancement de chantier pour présenter le dispositif clause sociale aux entreprises et son suivi (modalités pour recruter les candidats, valider l'éligibilité des candidats, suivi et enregistrement des heures d'insertion) ;
- Accompagner et renseigner le maître d'ouvrage et l'entreprise attributaire dans leur(s) question(s) relative(s) au suivi de la clause sociale ;
- Assurer le suivi administratif de la clause sociale dans le respect du règlement général sur la protection des données (enregistrements des candidats, des heures d'insertion communiquées, extraction des heures réalisées à la demande des entreprises ou de la maîtrise d'œuvre) ;
- Envoyer un bilan (nombre d'heures d'insertion réalisées, nombre de personnes concernées...) et une attestation des heures d'insertion réalisées à la fin du chantier.

Contact Facilitateur de la Clause Sociale
Chartres Métropole
Pôle développement économique, compétitivité, emploi et innovation
Direction Parcours Entreprises
Manuel BIANCHI – manuel.bianchi@agglo-ville.chartres.fr
Tél : 02.37.91.35.17

2.12.4 Contrôle de l'action d'insertion

Il sera procédé, par tous les moyens, au contrôle de l'exécution de l'action d'insertion pour laquelle le titulaire s'est engagé.

Le titulaire fournit avant le 20 de chaque mois au facilitateur via la fiche navette communiquée par ce dernier, tous les renseignements utiles (date d'embauche, nombre d'heures réalisées, type de contrat, poste occupé, encadrement technique, récapitulatif des factures.....) permettant le contrôle régulier de l'exécution de la clause et son évaluation.

En complément de cette transmission d'informations pendant toute l'exécution du marché, le maître d'ouvrage peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise titulaire. Le facilitateur peut, à tout moment, décider d'inscrire le suivi de la clause, à l'ordre du jour d'une réunion de chantier.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application d'une pénalité prévue au CCAP. En cas de manquement grave d'une entreprise à son engagement d'insertion, le maître d'ouvrage peut procéder à la résiliation du marché dans les conditions prévues au CCAP.

Le titulaire s'engage à notifier au maître d'ouvrage toute difficulté pour assurer son engagement. Dans ce cas, le maître d'ouvrage, et le cas échéant le facilitateur, étudie avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs d'insertion.

En cas de difficultés économiques, établies par un faisceau d'indices, l'entreprise attributaire peut demander au maître d'ouvrage la suspension ou la suppression de la clause d'insertion sociale.

En cas de difficultés économiques qui se traduisent par le recours à de l'activité partielle, à l'engagement d'une procédure de licenciement pour motif économique ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le maître d'ouvrage annule la clause d'insertion sociale. Cette annulation est subordonnée à la communication d'une copie des documents afférents à ces difficultés, transmis à la DREETS ou au juge.

2.12.5 Pénalités pour non respect des obligations relatives à l'action d'insertion

En cas de non-respect de la clause sociale d'insertion et après une mise en demeure restée infructueuse, le titulaire se voit appliquer les pénalités suivantes :

Manquement constaté	Pénalité forfaitaire applicable
Absence injustifiée à une réunion de suivi de l'exécution de la clause d'insertion sociale à la demande du facilitateur	100 €
Non transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des fiches de positionnement ou relevé d'heures permettant le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion	50€ par jour de retard et par document
Heure d'insertion non réalisée à la date de réception des travaux	50€ par heure d'insertion non réalisée
Absence d'engagement de contact avec le facilitateur pour le calcul et la mise en œuvre des heures d'insertion (cf. article 2.12.2 modalités de mise en œuvre)	300 000€

ARTICLE 3 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation ou en complément de l'article 4.1 du CCAG Travaux, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- 1 – l'acte d'engagement, et ses éventuelles annexes, à l'exception de celles qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant ;
- 2 – le cahier des clauses administratives particulier (C.C.A.P.) ;
- 3 – le cahier des clauses techniques communes (C.C.T.C.) :

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché, le CCTC et le CCTP prévalent sur ses annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

- 4 - le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux, dans sa version en vigueur à la notification du marché.
- 5 - le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe et si celui-ci vise ce cahier (cf. CCTP) et/ou les normes et autres documents équivalents définis par le CCTP ;
- 6 - Le Programme Technique Détaillé (PTD), en ce compris le cahier des écarts tels qu'accepté par le maître d'ouvrage à la signature du marché, composé comme suit :
 - TOME 1 : Programme fonctionnel ;
 - TOME 2 : Programme technique ;
 - TOME 3 : Programme Entretien / Maintenance ;
 - TOME 4 : Fiches par local.
 - Annexes éventuelles aux tomes précités.

7 - Le calendrier d'exécution ;

8 - Les cadres de réponses ;

En cas de contradiction entre des objectifs de performance contenus dans les différents tomes du Programme Technique Détaillé, l'objectif de performance le plus contraignant prévaut.

9 - La DPGF

10 - Le dossier AVANT-PROJET **SOMMAIRE** et ses annexes éventuelles, produits par le titulaire à l'appui de son offre et constitutif de son « Mémoire Technique » dès lors qu'ils ne dégradent pas les engagements de performances, de qualité techniques et esthétiques du projet ;

Documents contractuels à remettre ultérieurement :

Les RICT (Rapport Initial de Contrôle Technique) établis par le bureau de contrôle de l'opération, sur la base du projet retenu.

Le PGC (Plan Général de Coordination) établi par le coordonnateur SPS, sur la base du projet retenu.

Pièces contractuelles générales (les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix sauf pour le CCAG qui est celui en vigueur au moment du lancement de la consultation) :

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux en vigueur à la signature du marché (CCAG Travaux – arrêté du 30 mars 2021) ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics (CCTG Travaux) ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics d'exploitation des installations de chauffage avec gros entretien (brochure 2008 des journaux officiels) ;
- Le cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics d'exploitation des installations de chauffage avec garantie totale (brochure 5602-1983 des journaux officiels) ;
- Le guide de rédaction des clauses techniques des marchés publics d'exploitation de chauffage avec ou sans gros entretien des matériels et avec obligation de résultat établi par le Groupe d'étude des marchés de chauffage et de climatisation (GEM/CC) en 2007 ;
- Le cahier des clauses spéciales des documents techniques unifiés (CCS-DTU) ;

Ces pièces ne sont pas jointes au dossier, le titulaire étant réputé les connaître.

Seuls les documents détenus par le maître de l'ouvrage font foi.

ARTICLE 4 - PRIX

4.1 Prix du marché

La phase n° 1 : *Conception et réalisation*, est à prix forfaitaire porté à l'acte d'engagement.

Les prix pour la phase n° 2 : *Exploitation et maintenance*, sont définis à l'Article 6 du présent CCAP. Les prix sont forfaitaires et sont portés à l'acte d'engagement. La rémunération de l'exploitation et de la maintenance est liée à l'atteinte de performances mesurables fixées dans le marché pour toute sa durée d'exécution conformément aux dispositions de R.2171-2 du code de la commande publique.

4.2 Retenue de garantie

Le titulaire est soumis à une retenue de garantie égale à cinq (5) pour cent du montant de la phase 1.2 : *Réalisation*.

Ladite retenue peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande.

Ladite garantie doit être constituée en totalité et présentée au plus tard avec la demande de paiement correspondant au premier acompte.

Le maître d'ouvrage n'accepte pas le remplacement de la garantie à première demande par une caution personnelle et solidaire.

La retenue de garantie est remboursée et la (les) garantie(s) à première demande est (sont) libérée(s) dans les conditions prévues à l'article R.2191-42 du code de la commande publique.

4.3 Avance – Option B du CCAG Travaux

Sans préjudice de la prime qu'il aura perçue dans le cadre de la procédure de consultation et qui tient compte de sa rémunération, une avance sera versée au titulaire, sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement. Le règlement des avances s'exécutera conformément aux dispositions des articles R.2191-3 à R.2191-12 du code de la commande publique.

Le montant de l'avance est de :

(Taux d'avance X montant du marché notifié) X ((12) / durée du marché)

Avec un taux de dix **(10) pour cent (en lettres) (en chiffres) %** du montant du présent marché. **Son versement est conditionné à la constitution préalable d'une garantie première demande ou d'une caution personnelle et solidaire.**

Le montant de l'avance est versé dans un délai maximal de trente (30) jours à compter de la plus tardive des deux dates suivantes :

- De la date de début du délai contractuel d'exécution du marché ;
- De la date de réception de la garantie à première demande.

Le montant de l'avance versée au titulaire n'est ni révisable ni actualisable.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, à leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par celui-ci atteint **soixante-cinq (65) %** du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

En tout état de cause, le remboursement sera terminé lorsque la part du titulaire, ou d'un des membres du groupement, ayant bénéficié de l'avance, atteindra 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

ARTICLE 5 – PHASE N° 1 : CONCEPTION ET REALISATION

5.1 Modalités de détermination des prix

5.1.1 Répartition des paiements

L'acte d'engagement indique la part du prix forfaitaire pour la phase n° 1 qui doit être réglée respectivement au titulaire, à chacun des cotraitants s'il s'agit d'un groupement, et à chacun des sous-traitants présentés lors du dépôt de l'offre finale et bénéficiant du paiement direct.

5.1.2 Contenu du prix

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux, de l'exploitation et de la maintenance.

Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 s'entend pour la conception et la réalisation, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans l'opération ou rattachés à celle-ci par les documents de consultation et cela, dans les conditions suivantes :

- Sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles découlent du Programme Technique Détaillé remis lors de la consultation sans aucun caractère limitatif et quelles que soient les imprécisions, contradictions ou omissions que pourraient présenter cette pièce et toutes ses annexes, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées (prestations annexes et détail nécessaires à une parfaite finition non décrits ou mentionnés dans les documents de son marché).
- Les entreprises sont réputées avoir vérifié la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne sera recevable. Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de marché, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix.
- L'ensemble des dépenses d'investissement ou d'exploitation et dépenses diverses concourant à une parfaite exécution du marché est réputé rémunéré par le prix forfaitaire pour la phase n° 1. Les exemples qui suivent ne sont pas limitatifs : frais de réalisation des études et de confection des plans, de leur reproduction, déplacements, constats d'huissier, inspection télévisée des réseaux après travaux, installations de chantier – installations communes de sécurité et d'hygiène (sanitaires, vestiaires, etc.) en fonction de la réglementation et de l'effectif du personnel TCE – éclairage – signalisation – branchements provisoires – consommations d'eau, d'électricité, de téléphone, de chauffage pour la réalisation des ouvrages – Remplacement des fournitures et matériels mis en œuvre et détériorés ou détournés – mise à disposition de bennes et évacuation, concertation, rendez-vous, organisation et frais de l'intervention des concessionnaires de réseaux ou d'équipements technique.
- Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 tient compte des dépenses liées aux mesures engendrées par l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur.

- Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 tient compte des dépenses engendrées par la mise en place du mobilier et des équipements, le cas échéant.
- Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 est réputé comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ou d'installation y compris les dépenses communes de chantier ainsi que la marge éventuelle et les frais engagés par le titulaire ou mandataire pour couvrir ses différentes obligations, tant envers ses éventuels co-traitants ou sous-traitants.
- Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 est réputé intégrer toutes les sujétions liées aux interventions préalables ou aux demandes spécifiques de toutes les autorités consultatives, le cas échéant. En ce sens, le maître d'ouvrage ne supportera pas les conséquences induites desdites demandes spécifiques en aucune manière et notamment, en cas de contradiction avec des indications formulées par lesdites autorités en phase de consultation.
- Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 est réputé intégrer la mission d'enquêtes et de démarches auprès des concessionnaires et la prise en charge de l'ensemble des frais de raccordements pour tous les fluides (liste non limitative : eau, gaz, télécommunications, fibre optique, assainissement, électricité...) qui est comprise dans la prestation globale et confiée dans le cadre du présent marché.

Le marché comprend en outre toutes les sujétions liées à l'exécution des travaux, notamment :

- Les travaux de bâtiment tous corps d'état et tous les équipements immeubles nécessaires au bon fonctionnement de l'opération immobilière, compris toutes les sujétions résultant des prescriptions du permis de construire, des observations du contrôleur technique, du coordonnateur sécurité, du coordinateur SSI et des pompiers et compris fondations selon étude de sol G1 ;
- Les travaux d'adaptation au terrain, Voirie et Réseaux Divers (V.R.D.), les aménagements extérieurs dans l'emprise de l'opération définie au programme, avec aménagement des espaces urbains, des espaces verts, des espaces libres ;
- Les éventuels travaux de désamiantage / déconstruction / dépollution y compris évacuation des déblais à la décharge ;
- Les choix pris en matière de Démarche Environnementale, d'objectifs énergétiques et la prise en compte des études nécessaires à la validation de l'objectif énergétique ;
- Tous les travaux nécessaires à l'intégration dans le site et son environnement (PLU, ABF) et à l'obtention des autorisations administratives ;
- Les frais de raccordement aux réseaux concessionnaires (Syndicats, Régies et autres opérateurs) et dévoiements le cas échéant ;
- Les frais de piquetage ;
- Toutes les installations de chantier et frais d'accès au site, y compris frais de voiries, frais de maintien en état pour la durée du chantier et nettoyage des abords du chantier ;
- Toutes les sujétions pour la stabilité des avoisinants ;
- Toutes les sujétions liées aux prescriptions connues issues du permis de construire, du PGC, du RICT, etc.
- Les travaux résultant des obligations du maître d'ouvrage au regard du code du travail envers le Personnel chargé de l'exécution des travaux de construction notamment celles prévues à la section 7, Chapitre VIII, Titre III, Livre II dudit Code ;
- Les coûts de fourniture des mobiliers, d'aménagements, éléments de décoration et autres équipements (cf. programme) mentionnés à la charge du groupement, ainsi que tous dispositifs en attente pour fixation ultérieure d'équipement, conformément aux exigences particulières reportées dans les fiches de spécifications techniques ;
- Toutes les investigations complémentaires nécessaires à la réalisation du projet en sus des études et diagnostics fournis par le maître d'ouvrage et pris en charge par lui dans le cadre de la consultation, c'est-à-dire tous diagnostics complémentaires, études géotechniques complémentaires en sus le cas échéant, relevés 3D compatibles IFC, diagnostics déchets/pollution et autres à apprécier par les soumissionnaires dans le cadre de leurs offres) ;
- Les études de conception en ce compris l'économie de la construction ainsi que l'ordonnancement, le pilotage et la coordination du chantier, la coordination SSI et la mission concessionnaire à la charge du titulaire ;
- La fourniture des fluides tels l'eau et l'électricité pour la réalisation du chantier ;
- L'ensemble des démarches éventuelles avec le/les organismes en charge des labélisations et/ou certifications.

5.1.3 Révision du prix

Le prix forfaitaire rémunérant le titulaire pour la phase n° 1 : *Conception et réalisation*, est révisable suivant les modalités ci-après.

Mois d'établissement du prix :

Le prix forfaitaire pour la phase n° 1 : *Conception et réalisation*, est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois précédent celui de la date limite de réception des offres finales. Ledit mois est appelé « mois zéro » (Mo) étant précisé que le prix forfaitaire de la phase 1.1 Conception est ferme.

Formule de révision de la phase 1.1 : Conception :

Le prix révisé est obtenu par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0.15 + 0.85 \times Ie / Io]$$

Dans laquelle :

Pr est le prix révisé (hors TVA) ;

Po est le prix initial (hors TVA) ;

I est l'indice de référence ING – Ingénierie Base 2010 ;

Io est la valeur de I pour le mois Mo d'établissement du prix initial ;

Ie est la valeur de I pour le mois de réalisation des prestations ;

Ie / Io est le coefficient de révision, arrondi au millième supérieur.

Les révisions des acomptes seront effectuées à l'aide des index publiés lors de l'établissement des demandes d'acomptes. Elles seront ensuite rectifiées à l'occasion du versement des acomptes ultérieurs au fur et à mesure de la publication des index applicables des mois auxquels les prestations se rapportent.

Formule de révision de la phase 1.2 : Réalisation :

Le prix révisé est obtenu par application de la formule suivante :

$$Pr = Po \times [0.15 + 0.85 \times Ie / Io]$$

Dans laquelle :

Pr est le prix révisé (hors TVA) ;

Po est le prix initial (hors TVA) ;

I est l'indice de référence BT01

Io est la valeur de I pour le mois Mo d'établissement du prix initial ;

Ie est la valeur de I pour le mois de réalisation des prestations ;

Ie / Io est le coefficient de révision, arrondi au millième supérieur.

La révision interviendra à chaque trimestre.

Révision provisoire :

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement, en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

5.1.4 Application de la taxe sur la valeur ajoutée

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur au moment de l'exécution des prestations. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

5.2 Modalités de règlement

5.2.1 Généralités

Le paiement des prestations sera déclenché dès validation du service fait par le maître d'ouvrage.

Le paiement sera effectué à compter de la réception de la facture par le maître d'ouvrage, dans le délai maximal en vigueur, soit trente (30) jours. Le défaut de paiement dans le délai global précité fait courir de plein droit une indemnité forfaitaire et des intérêts moratoires selon les modalités prévues aux articles L.2192-10 et L.2192-12 et R.2192-10 et suivants du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses de révision et de pénalité.

En cas de versement d'une indemnité de résiliation, le délai de paiement de cette indemnité court à compter de la date à laquelle, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnité est arrêté.

5.2.2 Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Dans le cas d'un groupement conjoint, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des cotraitants, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévus dans le marché.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant son accord ou son refus pour la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant ; cette somme tient compte d'une éventuelle révision des prix prévue dans l'acte spécial de sous-traitance et inclut la TVA.

Pour les sous-traitants d'un membre du groupement titulaire, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'entre eux fait l'objet d'une attestation, jointe en double exemplaire au projet de décompte, signée par celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le Maître de l'ouvrage au sous-traitant concerné ; cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

Si le membre du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit signer également l'attestation.

5.2.3 Présentation des factures

Sans préjudice de l'article 5.1 ci-dessus, par dérogation à l'article 12.1.1, et par application de l'article 12.1.6 du CCAG Travaux, les projets de décompte seront présentés au maître de l'ouvrage, sans préjudice du visa du Maître d'œuvre du groupement titulaire, sur chorus Pro dans un délai maximum de sept (7) jours, avec utilisation d'un système de gestion informatique des situations de travaux pour le calcul des décomptes, des acomptes et du décompte général du marché. Le visa du Maître d'œuvre devra être visible sur la facture remise.

Les factures sont également adressées conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique (CHORUS).

Les éléments nécessaires à l'adressage des factures seront communiqués au Titulaire à la notification du marché.

5.2.4 Règlement des acomptes

Le règlement sera effectué par mandat administratif.

- **Pour la phase n° 1.1 : Conception**, les projets de décompte seront proposés à l'avancement mensuel des études dans la limite de 80 % du coût de cette phase, par dérogation à l'article 10.2 du CCAG Travaux.

Les 20 % restants ne pourront être réglés qu'après la validation expresse de la phase conception notifiée par ordre de service par le maître d'ouvrage.

- **Pour la phase n° 1.2 : Réalisation**, les projets de décompte seront réglés conformément aux dispositions du CCAG Travaux.

Les dispositions des articles R.2191-20 à R.2191-22 du code de la commande publique, relatif aux acomptes, s'appliquent.

5.2.5 Décompte général de la Phase 1

Les dispositions du CCAG Travaux s'appliquent l'exception de la suivante :

Par dérogation à l'article 12.4.3 du CCAG-Travaux, lorsque le pouvoir adjudicateur ne notifie pas le décompte général dans les 30 jours et que le titulaire notifie un projet de décompte général signé, l'absence de réponse du pouvoir adjudicateur dans les 10 jours ne correspond pas à une acceptation tacite du décompte général et définitif. Le décompte général doit être notifié par le pouvoir adjudicateur pour devenir définitif.

5.3 Délai d'exécution - Pénalités

5.3.1 Dispositions générales

Les pénalités sont applicables sur mise en demeure préalable dans un délai qui sera indiqué dans la lettre de mise en demeure et qui respectera le principe du délai raisonnable.

Par dérogation à l'article 52.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'appliquer au titulaire du marché, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard pour tout dépassement des délais contractuels constaté par lui-même ou son assistant à maîtrise d'ouvrage.

Les pénalités seront précomptées sur chaque acompte et notifiées au titulaire.

En cas de prolongation du délai, les pénalités constatées et notifiées resteront applicables.

Les pénalités sont libératoires. Cependant, elles n'exonèrent pas le titulaire de ses obligations contractuelles au titre du marché et vis-à-vis des tiers.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

5.3.2 Délais d'exécution

Le délai contractuel d'exécution de la phase n° 1 : *Conception et réalisation*, est stipulé par le titulaire dans l'acte d'engagement de son offre finale.

La période de préparation de chantier fait partie du délai contractuel d'exécution de la phase n° 1.2 : Réception.

5.3.3 Calendrier détaillé d'exécution

Il est établi par le titulaire pendant la phase n° 1.1 : *Conception*, et remis à jour, en tant que de besoins lors de la réalisation des travaux et systématiquement joint au compte rendu de chantier avec pointage de l'avancement validé avec les AMO du Maître d'Ouvrage.

5.3.4 Prolongation des délais d'exécution

En application du premier alinéa de l'article 18.2.3 CCAG Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles pendant le délai d'exécution de la phase n° 1.2 : *Réalisation* est établie forfaitairement à quinze (15) jours.

En application du dernier alinéa de l'article 18.2.3 du CCAG Travaux, le délai d'exécution de la phase n° 1.2 : *Réalisation*, sera prolongé d'un nombre de jours d'intempéries égal à celui pendant lequel un ou plusieurs phénomènes naturels mentionnés ci-après dépassera son intensité limite et entraînera un arrêt de travail sur le chantier :

Nature du phénomène : Intensité limite et durée

Précipitations :	6 mm cumul en 12 heures de 6h à 18h. Limité aux lots du clos couvert
Neige :	5 cm de 6 h le jour J à 6 h le jour J+1. Limité aux lots du clos couvert.
Vitesse du vent :	selon réglementation des appareils de levage. Limité aux lots nécessitant des travaux de levage.
Gel :	- 3 °C T° mini de 18h le jour J-1 à 18h le jour J. Limité aux lots impactés par la situation météorologique.

Station météo de référence : Chartres-Champhol

Dans les deux cas, toute prolongation sera notifiée par un ordre de service du maître de l'ouvrage.

5.3.5 Pénalités

Toutes les pénalités objet des articles ci-après sont cumulables et sont encourues du simple fait de la constatation par le Maître d'Ouvrage ou l'ATMO.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant des pénalités n'est ni révisé, ni actualisé.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG Travaux, le montant total des pénalités appliquées au Titulaire ne peut excéder les seuils suivants :

- En phase Conception-Réalisation : 15% du montant total HT de la phase Conception-Réalisation.
- En phase Exploitation-Maintenance : 50% du montant total HT de la phase Exploitation-Maintenance.

5.3.5.1. Phase Conception-Réalisation

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, en cas de non-respect du délai global de conception-réalisation, une pénalité peut être appliquée au Titulaire. Son montant est déterminé sur les bases suivantes :

- 1/3 000ème du montant de la Phase Conception-Réalisation par jour calendaire de retard entre le 1er et le 60ème jour de retard ;
- 1/2 000ème du montant de la Phase Conception-Réalisation par jour calendaire de retard entre le 61ème et le 90ème jour de retard ;
- 1/1 000ème du montant de la Phase Conception-Réalisation par jour calendaire de retard à partir du 91ème jour de retard.

5.3.6. Autres pénalités

5.3.6.1. Absences aux réunions de chantier

Les pénalités seront automatiquement appliquées au cotraitant qui, ayant été dûment convoqué, n'assiste pas ou ne se fait pas représenter par un délégué ayant tous pouvoirs aux rendez-vous de chantier hebdomadaires prévus au présent CCAP. Ces pénalités sont fixées à 500 € par absence et 50 € pour tout retard supérieur à 30 minutes. Le Maître d'ouvrage et/ou l'ATMO se réservent le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du Mandataire.

5.3.6.2. Non présentation des échantillons

La non-présentation des échantillons entraîne des pénalités de 500 € par jour calendaire de retard.

5.3.6.3. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier est compris dans le délai d'exécution. À la fin des travaux, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état du site et des voiries d'accès au site. En cas de retard ou de défaillance dans la remise en état des lieux ou le nettoyage des locaux, ces opérations seront faites aux frais du titulaire après mise en demeure dûment notifiée.

Le titulaire pourra, de plus, se voir appliquer une pénalité de 1 000 € par jour calendaire de retard.

5.3.6.4. Infractions aux prescriptions de chantier

Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le Maître d'Ouvrage ou l'ATMO des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain et ce par dérogation à l'article 52.1 du CCAG-Travaux. Elles seront déduites des décomptes.

- Retard dans l'installation de chantier : 500 € par jour calendaire de retard.
- Non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, à l'hygiène, à la signalisation générale du chantier : 500 € par infraction constatée.
- Travaux sur le domaine public ou privé sans signalisation ou protection réglementaire : 500 € par infraction constatée.
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 1000 € par infraction constatée.
- Retard dans la remise ou la diffusion des documents nécessaires à l'exécution des travaux ou à leur réception (études et plans d'exécution, notes de calcul, notes techniques, études de détail, plans de synthèse, etc....) : 1000 € par jour calendaire de retard.
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 1000 € par jour calendaire.
- Retard dans le nettoyage du chantier : 1000 € par jour calendaire.
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 1000 € par jour calendaire.
- Absence de dispositif de nettoyage et de décroûtage des engins avant sortie du chantier : 500 € par infraction constatée.
- Retard dans la diffusion du compte-rendu de chantier : 100 € par jour calendaire.
- Par jour de retard dans la non-remise d'un Plan Particulier SPS : 500 €

5.3.6.5. Retard dans la levée des avis suspendus ou refusés du contrôleur technique

En cas de dépassement du délai de 15 jours fixés pour la levée des avis refusés ou suspendus formulés par le Bureau de Contrôle, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 500 € par avis.

5.3.6.6. Production des attestations d'assurance

En cas de retard dans la remise des attestations d'assurance, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant par jour calendaire de retard et par document est fixé à 500 €.

5.3.6.7. Délais et retenues pour remises des documents fournis après exécution

Les documents fournis après exécution (DOE) ainsi que le DUEM seront remis dans le délai prévu par l'article 40 CCAG-Travaux pour le DOE et dans le délai d'un mois après la réception. Passé ce délai, pour chaque sous-dossier, une pénalité de 500 € sera appliquée par jour calendaire de retard.

5.3.6.8. Non-respect des engagements en termes de sensibilisation du personnel

En cas de non-respect des engagements pris en termes de sensibilisation et de formation du personnel le titulaire se verra appliquer une pénalité de 500 € par jour calendaire tant que les engagements présentés ne seront pas tenus.

5.3.6.9. Non-respect des clauses de promotion de l'emploi indiquées à l'article 1.10 du présent CCAP

Le montant de la pénalité est fixé à 60 € par heure prévue non réalisée.

5.3.6.10. Non-respect des surfaces

L'engagement du Titulaire sur le dimensionnement des locaux porte sur les surfaces utiles des locaux définies dans l'Offre contractuelle telles que définies au tableau des surfaces qui sera mis à jour à chaque phase d'étude et définitif au moment des études « PRO ». Lors des opérations préalables à la réception, cet engagement fera l'objet d'un contrôle un prestataire désigné par le Maître d'Ouvrage, aux frais du Titulaire.

Le non-respect de l'engagement du Titulaire sur le dimensionnement des locaux conduit à l'application d'une pénalité calculée selon les modalités définies ci-après. En cas d'écart de performance supérieur à 2% par rapport à ses engagements sur le dimensionnement de chaque local, le Titulaire sera tenu au paiement d'une pénalité forfaitaire de 2 000 € par mètre carré manquant de surface utile.

5.3.6.11. Sous-traitance

Recours à la sous-traitance sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément de ses conditions de paiement : 1 000 € par manquement constaté et par jour de retard dans la correction de ce manquement.

5.3.7. Mise en régie

Sauf cas de Force Majeure, en cas d'inexécution, totale ou partielle, de ses missions par le Titulaire, le Maître d'Ouvrage peut faire exécuter les prestations concernées aux frais et risques de ce dernier, après mise en demeure restée sans effet à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa réception, ce délai pouvant être ramené à 7 jours en cas d'urgence.

En cas de groupement d'opérateurs économiques :

- La mise en demeure est remise ou envoyée au mandataire du groupement ;
- La capacité à déférer à la mise en demeure adressée par le Maître d'Ouvrage est appréciée au niveau du groupement, le mandataire ou l'un des autres membres du groupement pouvant, dans les mêmes délais, se substituer, s'il en a la capacité, au membre du groupement défaillant (mandataire ou non).

En cas d'exécution aux frais et risques du Titulaire, ce dernier est privé de la quote-part du prix correspondant aux prestations concernées.

Les excédents de dépenses supportées par le Maître d'Ouvrage au titre de la mise en régie sont majorés de 10% à l'exclusion de toute autre pénalité, et mis intégralement à la charge du Titulaire. Ces excédents sont prélevés sur les sommes qui peuvent lui

être dues ou, à défaut, sur ses sûretés éventuelles, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Dans le cas d'une diminution des dépenses, le Titulaire ne peut en bénéficier, même partiellement.

La mise en régie prend fin dès que le Titulaire est de nouveau en mesure de remplir ses obligations et justifie qu'il peut les mener à bonne fin. À défaut, au terme d'un délai de 2 mois, le Maître d'Ouvrage peut prononcer la résiliation du Marché dans les conditions prévues ci-dessous.

5.4 Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

5.4.1 Provenance des matériaux et produit

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

5.4.2 Mise à disposition de lieux d'emprunt

Aucun lieu d'extraction ne sera mis à la disposition de l'entrepreneur.

5.4.3 Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

5.4.3.1 Les dispositions des articles 24 à 26 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que :

- Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par :
 - Un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître de l'ouvrage, à la charge du titulaire.
 - Les vérifications seront faites sur la base du programme.

5.4.3.3 Le maître d'ouvrage ou son représentant sur proposition du maître d'œuvre peut décider de faire exécuter des essais et vérifications en sus de ceux définis par le marché :

- s'ils sont effectués par l'entrepreneur, ils seront rémunérés sur justificatifs.
- s'ils sont effectués par un tiers, ils seront réglés par le maître de l'ouvrage.

5.5 - Implantation des ouvrages et localisation des réseaux souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens

5.5.1 Piquetage général

Le titulaire devra faire implanter à ses frais par un géomètre agréé par le maître d'ouvrage, dès réception de l'ordre de service de début de la phase n° 1.2 : Réalisation les axes et niveaux de référence indiqués sur le plan d'implantation établi par titulaire et à vérifier par le maître d'ouvrage ou son assistant préalablement.

Ces points et niveaux devront être positionnés en dehors de toute emprise de bâtiments et devront être protégés et entretenus pendant toute la durée des travaux. Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage pourra demander à une entreprise extérieure leur rétablissement aux frais du titulaire.

L'entreprise qui effectuera le piquetage de tous les points nécessaires à la réalisation de ses ouvrages devra être en mesure et à ses frais de le faire vérifier par un géomètre agréé à la demande du maître d'ouvrage.

5.5.2 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le présent article déroge à l'article 27.3 du CCAG Travaux.

Lorsque les travaux doivent être exécutés au droit ou au voisinage d'ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, tels que canalisations et câbles ou autres réseaux, dépendant du maître d'ouvrage ou de tierces personnes, par dérogation au CCAG Travaux susvisée, le titulaire prend à sa charge les sondages préalables en trois dimensions des ouvrages souterrains et les reporte exactement sur le terrain par un piquetage spécial, lui-même reporté sur le plan de piquetage général adossé à son plan d'exécution des ouvrages (EXE).

Par dérogation au CCAG Travaux susvisé, si des ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens, non repérés par le piquetage spécial sont découverts après démarrage des travaux, le titulaire en informe par écrit le maître d'ouvrage ; il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux.

Les investigations complémentaires éventuellement rendues nécessaires ainsi que les mesures de prévention afférentes sont réputées être incluses au marché du titulaire.

5.6 - Préparation – Coordination et exécution des travaux

5.6.1 Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux, la période de préparation est comprise dans le délai contractuel d'exécution de la phase n° 1.2 : *Réalisation*.

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après :

- Établissement dans un délai de sept (7) jours du planning d'exécution à compter de l'ordre de service de démarrage des diverses tâches à accomplir pendant la période de préparation du chantier, accepté par le coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, en particulier le planning des études à exécuter en priorité pour permettre le commencement des travaux ;
- Réalisation de l'état des lieux, en présence et avec l'accord du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- Réalisation du panneau de chantier suivant le modèle fixé par le maître d'ouvrage pouvant déroger à la taille réglementaire ;
- Établissement et présentation au visa du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, du programme d'exécution des travaux, accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires conformément à l'article 28.2 du CCAG Travaux à l'exclusion de l'article 28.2.3.
- Établissement du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le cas échéant ;
- Établissement du calendrier détaillé d'exécution des travaux ;
- Établissement et présentation des plans d'exécution, notes de calculs et études de détails nécessaires pour le début des travaux, dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG Travaux ;
- Établissement, par chacune des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes appelées à intervenir à un moment quelconque sur le chantier, des plans particuliers de sécurité et de protection de la santé. Ces plans seront remis au coordonnateur dans les trente (30) jours qui suivent la réception de l'agrément (sous-traitant) signé par le maître d'ouvrage. Ce délai ramené à huit (08) jours pour les entreprises de second œuvre sous-traitantes ;
- Mise au point définitive et exécution des voies et réseaux divers pour la desserte des locaux destinés au personnel et alimentation des divers équipements et installations prévus dans ces locaux et des installations communes d'hygiène et de sécurité nécessaires à l'ensemble des entreprises en fonction de leurs effectifs et de leurs présences sur le chantier ;
- Établissement du schéma de signalisation du chantier, après avoir pris l'attache des services compétents (ville, DDT...) ;
- Établissement de la demande de permission de voirie pour occupation éventuelle des voies publiques et des rejets d'eaux ;
- Constat sur bâtiments avoisinants ;
- Vérification de la mise en place des assurances dues par le titulaire ;
- Mise en place des installations de chantier.

Nota : Il est précisé que cette liste des prestations à exécuter pendant la période de préparation n'est pas limitative et que le titulaire et ses sous-traitants ne pourront se prévaloir d'une omission dans cette énumération. Le délai de la période de préparation pourra éventuellement être prolongé à la charge du titulaire dans le cas où il n'aurait pas rempli toutes ses obligations dues pendant cette période ou qu'il ne pourrait pas commencer le démarrage des travaux.

5.6.2 Plans d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détail

Les plans d'exécution des ouvrages (PEO) et les spécifications techniques détaillées réalisés par le titulaire seront soumis avec les notes de calcul et études de détail à l'approbation :

- du ou des concepteurs / architectes du titulaire ;
- à l'avis du contrôleur technique ;
- aux assistants du maître d'ouvrage ;
- vingt (20) jours maximums avant le commencement d'exécution conformément au planning d'études remis par le titulaire ;
- et finalement au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage doit les retourner au titulaire, avec ses observations éventuelles au plus tard quinze (15) jours calendaires après leur réception. Une copie de la liste exhaustive des PEO et des spécifications techniques détaillées, transmis pour approbation du ou des concepteurs / architectes et pour visa au bureau de contrôle et aux AMO du maître d'ouvrage devra être remis hebdomadairement au maître d'ouvrage, avec les dates de diffusion. Les observations du ou des concepteurs / architectes seront en outre transmises en copie aux AMO et au maître d'ouvrage.

5.6.3 Mesures d'ordre social – Travailleurs détachés

Les dispositions de l'article L.1262-4-1 du code du travail, tel que modifié par la loi modifiée n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel, s'appliquent au présent marché.

5.6.4 Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers

Le chantier est soumis à l'obligation de plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Le titulaire devra remettre ce plan à ses éventuels sous-traitants en vue de l'élaboration par ceux-ci du plan particulier de sécurité et de protection de la santé, dans le délai fixé à l'article R. 4532-62 du code de travail et avant tout début d'intervention.

Le chantier est soumis à l'obligation de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). En conséquence, les entreprises sont tenues de remettre le PPSPS et ceux de leurs sous-traitants éventuels au visa du coordonnateur de sécurité dans le délai visé à l'article 9.1 ci-avant pour leur PPSPS, aux délais prévus à l'article R. 4532-62 du code du travail pour les PPSPS de leurs sous-traitants.

Les entreprises répondant aux dispositions de l'article R. 4532-70 du code susvisé devront également diffuser leur PPSPS aux personnes et organismes visés par cet article. En conséquence, l'entreprise est tenue de remettre ce plan au maître d'ouvrage dans les trente (30) jours à compter de la notification du marché ainsi que, éventuellement aux personnes et organismes visés par l'article R. 4532-70 du code du travail.

Les travaux sont soumis aux dispositions du décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués par une entreprise extérieure.

Le marché est également soumis à une clause d'interprétariat qui vise à garantir la réalisation d'un objectif d'intérêt général liée à la protection sociale, la sécurité et de la santé des travailleurs du secteur de la construction en rendant effectif l'accès de personnels peu qualifiés à leurs droits sociaux essentiels ainsi qu'aux dispositions réglementaire en matière de sécurité et de santé au travail.

Dès lors et en matière de protection sociale et pour permettre au maître d'ouvrage d'exercer son obligation de prévention et de vigilance en matière d'application de la législation du travail, laquelle résulte notamment des dispositions du titre VIII du livre II de la huitième partie du code de travail, l'intervention d'un interprète qualifié peut être demandée, aux frais du titulaire du marché, afin que le maître d'ouvrage puisse s'assurer que les personnels présents sur le chantier et ne maîtrisant pas suffisamment la langue française, quelle que soit leur nationalité, comprennent effectivement le socle minimal de normes sociales qui, en vertu notamment de l'article L. 1262-4 du code du travail, s'applique à leur situation.

Enfin et en matière de prévention dans le domaine de la sécurité et de la santé, le titulaire prévoit que soit dispensée, pour garantir la sécurité des travailleurs et visiteurs sur le chantier lors de la réalisation de tâches signalées comme présentant un risque pour la sécurité des personnes et des biens, une formation à l'ensemble des personnels affectés à l'exécution de ces tâches, quelle que soit leur nationalité ; et que cette formation donne lieu, le cas échéant, lorsque les personnels concernés par ces tâches ne maîtrisent pas suffisamment la langue française, à l'intervention d'un interprète qualifié.

5.6.3. Utilisation des voies publiques et autorisations administratives

Les stipulations de l'article 34 du CCAG Travaux sont applicables.

Par dérogation à l'article 31.3 du CCAG Travaux, le titulaire fera son affaire de la délivrance des autorisations d'occupation du domaine public, des permissions de voirie nécessaires à la réalisation des ouvrages ainsi que toutes autorisations nécessaires pour le montage des grues.

5.7 Contrôles et réception des travaux

5.7.1. Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés au CCTG ou par les pièces du marché sont à la charge du titulaire.

Si le maître d'ouvrage prescrit pour les ouvrages d'autres essais ou contrôles, ils sont à sa charge si celui-ci ne peut apporter la preuve d'une faute du titulaire ; dans le cas contraire, ces essais et contrôles sont pris en charge par le titulaire.

5.7.2. Réception

Par dérogation à l'article 41 CCAG Travaux, la réception des travaux est demandée au maître d'ouvrage par le titulaire.

Les convocations aux opérations préalables sont émises par le maître d'ouvrage. En présence du maître d'ouvrage et/ou de son représentant, l'équipe de maîtrise d'œuvre du titulaire dirige les opérations préalables à la réception, rédige le procès-verbal et le signe au même titre que le mandataire du groupement titulaire, sous le couvert et le contrôle des assistants du maître d'ouvrage.

Si, à l'issue des opérations préalables à la réception mentionnées à l'article 41.2 du CCAG Travaux, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée entraînant ainsi l'application des pénalités. Le titulaire bénéficie d'un délai de deux (02) semaines maximum pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. À l'issue de ce délai, de nouvelles opérations préalables à la réception sont organisées.

Si la réception est prononcée avec réserves, le délai pour lever les réserves est indiqué dans le procès-verbal. A défaut, les dispositions du CCAG Travaux s'appliqueront.

Passé ce délai, le maître d'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution desdits travaux par l'entreprise de son choix aux frais et risques et pour le compte du titulaire défaillant, après mise en demeure de celui-ci restée sans effet conformément aux dispositions de l'article 41.6 du CCAG Travaux.

5.7.3. Respect des objectifs de perméabilité à l'air

Si les essais de perméabilité à l'air réalisés à la réception par un tiers indépendant missionné par le Titulaire ne satisfont pas les objectifs de performance, le Titulaire est tenu de réaliser les travaux d'amélioration nécessaires et de réaliser de nouveaux tests jusqu'à obtention des niveaux visés.

5.7.4. Documents fournis à l'achèvement des travaux

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux :

Le titulaire remet au maître d'ouvrage, en deux **(2) exemplaires** papier (pliés au format normalisé A4) et cinq (05) exemplaires numériques sur support du type disque dur externe :

- Au plus tard lorsqu'il demande la réception : les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages établies conformément aux prescriptions et recommandations des normes françaises en vigueur, la liste des contrats d'entretien obligatoires à souscrire, un guide résumant l'ensemble des mesures d'entretien à prendre en précisant les périodicités (journalières, hebdomadaires, mensuelles, annuelles,...), les plans de repérage de tous les organes de coupures pour tous les fluides, la liste de matériels nécessaires à la rédaction de l'avenant au contrat d'exploitation à établir par les services du maître d'ouvrage ;
- Les DOE.

Le titulaire remet au coordonnateur SPS, en trois (3) exemplaires dont un (1) numérique :

- Au fur et à mesure de la réalisation de l'ouvrage : les éléments constitutifs du DIUO et du dossier de maintenance ;
- Le solde de tous les éléments nécessaires à la constitution du dossier de maintenance et du DIUO : au moins quinze (15) jours calendaires avant le démarrage des opérations préalables à la réception ;

- Les fiches produits des équipements mobilier et de décoration détaillant la composition (nécessaire pour le registre de sécurité incendie).

5.7.5. Délais de garantie

Les délais de garantie sont conformes aux stipulations des articles 44.1 et 44.2 du CCAG Travaux.

5.8 Assurance

Le titulaire du marché et, s'il s'agit d'un groupement, chaque entreprise membre de ce dernier doit pouvoir justifier à tout moment, à toute requête de la maîtrise d'ouvrage qu'il est titulaire de contrats d'assurance en cours de validité :

- Garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- Couvrant les responsabilités résultant des articles 1792 et suivants du code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

En tout état de cause, l'assurance TRC (tout risque chantier) sera souscrite par le titulaire.

5.9 Discretion, sécurité et Secret - Droits du maître d'ouvrage et du titulaire

Le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution a reçu communication à titre confidentiel de renseignements de documents ou objets quelconque est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le maître d'ouvrage s'engage à maintenir confidentielles les informations signalées comme telles qu'il aurait pu recevoir du titulaire ; si cet engagement n'est pas respecté, le titulaire peut prétendre à indemnités dans la mesure du préjudice subi.

Le titulaire et le maître d'ouvrage s'engagent, chacun pour sa part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution du marché.

5.9.1. Régime des connaissances antérieures

La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toutes autres natures afférents aux connaissances antérieures. Le maître d'ouvrage, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures dans les résultats ou utilise des connaissances antérieures qui sont disponibles sous un régime de licence libre ou que des connaissances antérieures, sans être incorporées aux résultats, sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, au maître d'ouvrage et aux tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats, pour les besoins découlant de l'objet du marché. Ce droit comprend le droit de reproduire, de dupliquer, de charger, d'afficher, de stocker, d'exécuter, de représenter les connaissances antérieures pour utiliser les résultats.

La concession des droits sur les connaissances antérieures est comprise dans le prix du marché. Les droits sont concédés pour la durée des droits d'utilisation portant sur les résultats.

Au cours de l'exécution du marché, le titulaire du marché ne peut utiliser ou incorporer, sans l'accord préalable du maître d'ouvrage, des connaissances antérieures nécessaires à la réalisation de l'objet du marché qui seraient de nature à limiter ou à rendre plus coûteux l'exercice des droits afférents aux résultats.

5.9.2. Cession des droits d'exploitation sur les résultats

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférent aux résultats permettant au maître de l'ouvrage de les exploiter librement.

Le titulaire du marché reste seul responsable à l'égard de ses salariés et des tiers intervenants pour son compte.

5.9.2.1. Droits du maître de l'ouvrage

Résultats protégés par un droit de propriété littéraire et artistique :

Le titulaire du marché cède au maître de l'ouvrage les droits patrimoniaux de propriété littéraire et artistique afférents aux résultats.

Cette cession des droits couvre les résultats à compter de leur livraison sous condition résolutoire de la réception des prestations.

Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation, afférents aux résultats.

L'exercice des droits patrimoniaux, objet de la cession pour les besoins découlant de l'objet du marché, doit se faire dans le respect des droits moraux de l'auteur.

Pour les modes d'exploitation prévus dans le marché et dans le respect des droits moraux, le droit de reproduction comporte, si nécessaire, le droit de reproduire les résultats, sans limitation de nombre, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous procédés et sur tout support y compris pour les supports non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, sous réserve d'une rémunération à convenir pour les modes d'exploitation futurs, non connus au jour de la signature du marché.

Pour les modes d'exploitation prévus dans le marché et dans le respect des droits moraux, le droit de représentation et de distribution comporte si nécessaire le droit de communication au public et de mise à disposition du public des résultats, en tout ou partie, en l'état ou modifiés, par tous moyens, modes et procédés y compris non prévisibles ou inconnus à la date de signature du marché, en vue d'une exploitation notamment à titre commercial.

Les codes sources et la documentation nécessaire à la mise en œuvre des droits sur les logiciels livrés au titre du marché sont remis, sur support exploitable, en même temps que le code objet. Les codes sources sont considérés comme confidentiels.

5.9.2.2. Obbligations du titulaire du marché

De manière générale, le titulaire du marché ne peut opposer ses droits ou titres de propriété intellectuelle ou ses droits de toute autre nature pour l'exploitation des résultats.

En cas de cessation du marché pour quelque cause que ce soit, le maître d'ouvrage demeure cessionnaire de l'ensemble des droits d'exploitation afférents aux résultats.

Le titulaire du marché peut librement publier les résultats sous réserve de l'accord préalable du maître d'ouvrage.

L'existence de restrictions au droit de publier les résultats ne fait pas obstacle à la publication d'informations générales sur l'existence du marché et la nature des résultats.

Cette publication doit mentionner que les résultats ont été financés par le maître d'ouvrage.

Pendant une période de deux (2) ans après la fin anticipée ou non du marché, le titulaire du marché est tenu de fournir, sur la demande du maître de l'ouvrage, l'assistance indispensable à l'exercice des droits nécessaires à l'exploitation des résultats.

Le titulaire du marché doit notamment :

- Remettre dans un délai maximum de deux (2) mois à partir de la réception de la demande tous dessins, documents, gabarits, et maquettes, nécessaires pour la fabrication des objets, matériels et constructions en cause, ce délai pouvant être prolongé par le maître d'ouvrage, à la demande du titulaire du marché, pour les éléments qui ne peuvent être mis à disposition sans travail complémentaire substantiel ;
- Assister par ses conseils techniques et le concours temporaire de son personnel spécialisé, ainsi que par la communication de tous procédés de fabrication et savoir-faire qui seraient nécessaires à l'utilisation des résultats.

Le titulaire du marché garantit au maître d'ouvrage la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits de propriété intellectuelle ou de toute nature, relatifs aux résultats qui sont cédés aux termes du marché.

Le titulaire du marché garantit notamment :

- Qu'il est titulaire des droits de propriété intellectuelle des demandes de titres et des titres qu'il cède ;
- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les connaissances antérieures ;
- Qu'il n'a concédé sur les résultats, les titres et les demandes de titres, aucune licence, nantissement, gage ni aucun autre droit au profit d'un tiers ;
- Qu'il n'existe aucun litige, en cours ou imminent, et qu'il n'a été informé d'aucun litige susceptible d'être intenté concernant les droits objet de la cession ;
- Qu'il indemnise le maître d'ouvrage, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne

invoquant un droit auquel l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles ci-dessus aurait porté atteinte. Si le maître de l'ouvrage est poursuivi pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme, sans faute de sa part, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles ci-dessus, il en informe sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire ;

- Qu'il s'engage, dans ces hypothèses à apporter, à ses frais, au maître de l'ouvrage, toute l'assistance nécessaire ;
- Qu'il s'engage, à son choix, soit à modifier ou à remplacer les éléments objet du litige, de manière qu'ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, soit à faire en sorte que le maître de l'ouvrage puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, soit dans le cas où l'une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au maître d'ouvrage les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l'indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le titulaire du marché prendra à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le maître de l'ouvrage serait, en l'absence de faute qui lui serait directement imputable, condamné à raison d'un acte de contrefaçon, de concurrence déloyale ou de parasitisme, du fait de l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conforme aux dispositions des articles ci-dessus dès lors que la condamnation les prononçant devient exécutoire.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute allégation concernant :

- Les connaissances antérieures que le maître d'ouvrage a fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- Les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du maître d'ouvrage ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de l'allégation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le maître de l'ouvrage ou à sa demande expresse.

5.9.2.3. Droits du titulaire du marché

Le titulaire du marché s'engage, à compter de la date de cession des droits, à ne pas concéder de licence, utiliser ou exploiter, de quelque manière que ce soit, les résultats cédés.

Il conserve ses droits propres, dont ceux d'exploitation, portant sur les connaissances antérieures incorporées dans les résultats conformément aux dispositions de l'article 12-1

Il peut exploiter, y compris à titre commercial, les résultats, avec l'accord préalable et écrit du maître d'ouvrage.

5.10 Dérogation aux CCAG Travaux

L'ensemble des dérogations au CCAG Travaux visée dans les articles précédents est indiqué ci-dessous.

ARTICLE 6 PHASE N° 2 : EXPLOITATION ET MAINTENANCE

6.1 Dispositions générales

6.1.1. Nature des prestations

Les stipulations du Titre 3 du CCAP concernent l'exécution des prestations relatives à la phase n° 2 : *Exploitation et Maintenance*, du marché public global de performance, avec engagements de performances mesurables, étant entendu que certaines prestations sont à réaliser en phase n° 1 du marché.

Les missions dévolues au titulaire en matière de maintenance, les sections techniques sur lesquelles elles s'exercent et les phases de déroulement de la prestation de maintenance sont définies au sein du Programme Exploitation Maintenance Détaillé et s'imposent au titulaire.

Les prestations maintenance sont réparties de la façon suivante :

- Phase 2.1 (montant forfaitaire M0) - Phase de contribution aux études de conception et d'exécution et à la réalisation des travaux qui sera intégrée dans la phase n°1.1 Conception ;
- Phase 2.2 (montant forfaitaire M1) - Phase transitoire de prise en charge et de préparation à la Maintenance du site ;
- Phase 2.3 (montant forfaitaire M2) - Phase Exploitation Maintenance correspondant aux :
 - Prestations de surveillance, conduite et maintenance courante (montant forfaitaire M2) ;

Les modalités d'engagement et de délais sont reportées dans l'Acte d'Engagement.

6.1.2. Description générale

La phase n° 2 : *Exploitation et Maintenance*, porte sur l'ensemble de l'opération, objet du marché.

Ces prestations débutent à la date de réception des travaux avec ou sans réserve, pour une durée de sept (7) années.

6.1.3. Nature des prestations

Les différentes prestations d'exploitation et de maintenance, objet de la phase n° 2 du présent marché, sont définies dans le **Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance** du PTD, ses annexes et dans les documents produits par le titulaire lors de la remise de son offre finale.

6.1.4. Limite des prestations

Les limites des interventions sont précisées dans le **Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance** du PTD. Le mobilier et tous les éléments de décoration, hors ceux sous garantie du fabricant, sont hors mission d'exploitation et maintenance.

6.1.5. Durée d'exécution

La durée contractuelle de la phase n° 2 : *Exploitation et Maintenance*, est de **quatre-vingt-quatre (84) mois** à compter de la date d'achèvement des travaux du procès-verbal de réception des travaux.

6.1.6. Assurances

Le titulaire est responsable vis-à-vis des tiers dans le cadre de l'activité qu'il déploie en application du présent marché, et ce, en vertu des articles 1240 à 1244 du code civil.

Dans le cadre des prestations et obligations du présent marché, la responsabilité contractuelle du titulaire à l'égard du maître de l'ouvrage est régie par les règles du droit commun.

Le titulaire devra notamment justifier d'une police d'assurance couvrant les risques « Responsabilité Civile » auprès d'une compagnie notoirement solvable pendant toute la durée du marché. Cette assurance couvrira sa responsabilité et celles de ses préposés ou sous-traitants pour :

- Les dommages corporels ;
- Les dommages matériels et immatériels consécutifs ;
- Les dommages résultant des fournisseurs et sous-traitants ;
- Des risques et dommages résultant d'atteinte à l'environnement.

Le titulaire devra produire les attestations des polices d'assurances et de leur renouvellement en cours de marché.

Il est précisé que sont exclues des responsabilités du titulaire, les dommages dus :

- La survenance d'une situation imprévisible au sens de l'article 53.3.1 du CCAG Travaux ;
- À un cas de force majeure, tel que défini par la législation et reconnu par la jurisprudence ou déterminé comme suit : tout fait ou événement imprévisible, irrésistible et extérieur qui met le prestataire ou les sous-traitants éventuels, dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie de ses engagements ou qui ne lui permet pas d'empêcher le dommage produit (notamment : guerres, hostilités, attentats, émeutes populaires, grèves, difficultés d'approvisionnement liées aux fournisseurs et/ou transporteurs, rupture générale de stock, coupures d'électricité de gaz et d'eau....) ;
- À l'intervention d'un tiers que le titulaire n'a pas eu matériellement la possibilité d'empêcher ;

À des insuffisances ou à des défaillances de fournitures qui sont à la charge du maître d'ouvrage

6.2 Modalités et conditions d'exécution des prestations

L'ensemble des obligations des prestations de la phase n°2 : *Exploitation et maintenance* respectera les modalités et conditions définies ci-après et répondra également aux prescriptions et exigences définies dans le Programme Technique Détaillé propre à la phase n° 2 : *Exploitation et maintenance*, telles que constituées par le titulaire dans le cadre de son offre.

6.3.1. Prise en charge

Le titulaire déclare s'être parfaitement informé de la constitution des locaux et de la consistance des matériels ou équipements dont il assure l'exploitation et la maintenance. Il déclare prendre en charge les installations sans réserve.

Un procès-verbal de prise en charge des équipements et un état des lieux seront établis contradictoirement à la date de réception des travaux. À cette occasion, il sera procédé à un relevé des compteurs.

6.3.2. Horaires d'interventions

Les horaires d'intervention sont précisés dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD.

6.3.3. Initiative des interventions

Pour la réalisation de l'ensemble de ses obligations, le titulaire intervient de sa propre initiative ou sur la demande du maître d'ouvrage en cas de dysfonctionnement et de désordre.

Toutefois, dans le cas où la sécurité des personnes ou des biens est en jeu, le titulaire prend les mesures d'urgence qui s'imposent et en informe le maître de l'ouvrage dans les meilleurs délais.

Le système de GMAO est détaillé dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD.

6.3.4. Délais d'interventions

Les délais d'intervention sont précisés et détaillés dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD.

6.3.5. Accès - Consignes - Personnel et moyens du titulaire

Les personnes qui interviennent habituellement ou en remplacement, notamment désignées par le titulaire en vue de l'exécution de la phase n° 2 du présent marché, doivent être préalablement agréées.

À cet effet, le titulaire remet au maître de l'ouvrage la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément. Ces personnes possèdent les qualifications requises pour l'exécution des tâches qui leur sont confiées.

Le personnel d'intervention respectera les règles de sécurité.

Le personnel d'intervention devant travailler sur des équipements électriques sous tension devra posséder les qualifications et habilitations requises.

Le titulaire désigne, en outre, un responsable qui est l'interlocuteur habituel du maître de l'ouvrage. Tout changement de responsable est signalé.

Le personnel d'intervention est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail ;
- Aux règles qui seront appliquées aux personnels extérieurs intervenant dans les locaux.

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement de tout membre du personnel d'intervention.

Le maître d'ouvrage s'oblige à mettre à la disposition exclusive et gratuite du titulaire, pendant toute la durée d'exécution de la phase n° 2 du présent marché, les locaux techniques créés dans le cadre de la présente opération conformes à la réglementation en vigueur, et à maintenir clos et couverts en bon état, conformément aux règlements de police et d'assurance.

6.3.6. Documentation

À la suite de la phase 1, le titulaire aura en sa possession l'ensemble des documents techniques relatifs aux installations et aux équipements faisant l'objet de la phase n° 2 du présent marché.

Tous les frais de reproduction de ces documents sont à la charge du titulaire.

6.3.7. Garanties

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG Travaux, le matériel fourni par le titulaire, pendant l'exécution de la phase 2, sera au minimum deux (2) années à compter de sa mise en service.

Les documents contractuels récapitulant les matériels pris en compte par la phase n°2 : *Exploitation et maintenance* mentionneront la date de prise d'effet de la garantie.

Le titulaire est tenu de porter à la connaissance du maître de l'ouvrage l'incident de tout vice caché qu'il aurait découvert.

Par garantie, il est entendu, outre, la ou les garanties dites fournisseurs, l'état des matériels de nature à pouvoir satisfaire les engagements de performance tels que définis au Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD, pouvant inclure leur réparation et/ou renouvellement.

6.3.8. Coordination des interventions des entreprises extérieures

Pendant les périodes de garanties, le titulaire prend toutes les dispositions en accord avec les constructeurs ou les installateurs des matériels ou d'équipements, pour assurer la coordination de leurs interventions réglages ou interventions au titre de leur garantie.

Lorsque le titulaire doit faire intervenir une entreprise extérieure sous-traitante, il prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la coordination de cette intervention pour que celle-ci n'ait pas d'incidence sur le fonctionnement des ouvrages.

6.3.9. Fournitures

Le titulaire se conformera aux prescriptions du Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD.

6.3.10. Mesures des consommations

Les prescriptions de relevés des consommations, de suivis des performances et de production des indicateurs sont définies dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD ainsi que dans les documents produits par le titulaire lors de la remise de son offre finale.

Les mesures de consommations sont au moins effectuées mensuellement et lors de chacun des événements suivants :

- Mise en route des équipements ;
- Arrêt des installations ;
- Changement de compteurs ;
- Changement de tarification ;
- Autres événements.

Le maître d'ouvrage pourra faire procéder par ses services ou assisté d'un organisme agréé ou conseil à tout contrôle qu'il estimera nécessaire et pourra exiger la remise de tout bordereau de livraison et toute facturation des fournisseurs ou concessionnaires distributeurs.

6.3.11. Changement des conditions d'exploitation

Tous les changements en cours d'exécution du marché portant sur :

- Les équipements pris en charge ;
- La consistance des installations (adjonction ou suppression de matériel) ;
- Les changements de régime de chauffe ;
- L'adjonction ou fermeture de certains locaux ;
- Les travaux sur le bâti modifiant les caractéristiques d'isolation et de besoins thermiques et notamment :
 - L'isolation thermique ;
 - L'inertie thermique ;
 - Le type et surface des ouvertures ;
 - Le type et la régulation de l'éclairage ;
 - Le type de ventilation ;

- L'inclinaison, le type et les surfaces de capteurs solaires thermiques et des panneaux photovoltaïques, le cas échéant ;
- La capacité de stockage thermique.

feront l'objet d'une proposition de modification (en plus ou en moins) des redevances forfaitaires d'exploitation et de maintenance, établie et justifiée par le titulaire.

Le titulaire et le maître d'ouvrage se réservent la possibilité de solliciter ces modifications.

Après examen et accord du maître d'ouvrage, ces modifications ainsi que les changements éventuels de fourniture d'énergie ou de structure tarifaire seront régularisées conformément aux dispositions du code de la commande publique.

6.3.12. Remise des matériels et des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels ou équipements en état normal d'entretien et de fonctionnement.

Il devra prévoir une période de tutorat du futur titulaire du marché de maintenance, le cas échéant, pour une prise en main efficiente des installations à l'expiration du marché. Il s'agit de maintenir un niveau de performance au moins équivalent aux objectifs du présent marché.

Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des matériels ou équipements est établi à la fin de l'exécution du marché.

6.4 Modalités de détermination des prix des prestations de la phase n°2 : Exploitation Maintenance

6.4.1. Contenu et caractère des prix

Les prix pour la phase n° 2 : *Exploitation Maintenance*, stipulés à l'acte d'engagement rémunèrent le titulaire pour l'exécution de toutes ses obligations de fournitures, de services et de travaux au titre de ladite phase.

Ils seront ajustés et révisés conformément aux prescriptions ci-après et feront l'objet d'un décompte annuel établi au 31 décembre de chaque année.

La rémunération de l'exploitation maintenance est liée à l'atteinte de performances mesurées fixées dans le marché pour toute sa durée d'exécution à compter de l'ordre de service de la phase 2.

Dans l'éventualité où ces performances ne seraient pas atteintes, il sera fait application des dispositions prévues aux articles 19-1 à 19-3 sur la rémunération de l'exploitation maintenance.

6.4.2. Montant annuel de la phase n° 2

Le montant annuel de la phase n° 2 est égal à la somme :

- Des termes Conduite : Prestations ayant pour but d'assurer la mise en service et le suivi des équipements devant être en fonctionnement pour assurer la continuité des process et répondre aux critères de sécurité, de confort et d'optimisation des énergies et fluides.
- Des termes Exploitation : Prestations de conduite et de petit entretien des équipements multi techniques et ouvrages pris en charge.
- Des termes Maintenance : Prestations de maintenance préventive et corrective selon la norme NF-X60 000, de niveaux 1 à 4 des équipements et ouvrages pris en charges (maintenance préventive et curative).
- Des termes Gros Entretien Renouvellement (GER) : Prestations de maintenance préventive et corrective de niveau 5 (selon la norme NF-X60 000) des équipements et ouvrages pris en charges.

6.4.3. Détermination des prix : EXPLOITATION et MAINTENANCE

6.4.3.1. Prix : Montant forfaitaire PEx-M2

Les prestations d'Exploitation Maintenance définies dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD seront réglées à prix global et forfaitaire annuel.

Ces prix comprennent les frais correspondants à l'obligation faite au titulaire de maintenir les moyens d'intervention en personnel et en matériel en vue d'assurer la conduite, l'exploitation et la maintenance des installations et équipements.

Pour rappel, la maintenance multi-technique concerne les équipements techniques mais également le clos couvert, durant les sept (7) ans d'exploitation au-delà de la réception finale des travaux mais également durant le délai intermédiaire entre la/les réceptions partielles et la réception définitive, le cas échéant, suivant le planning retenu par le titulaire.

Ils couvriront notamment les interventions et les dépannages effectués de jour ou de nuit, les jours ouvrables ou non.

Le forfait comprend :

- Le coût des interventions correctives et de remplacement de pièces dont le montant unitaire HT d'achat des fournitures (pièces de rechange, fluides frigorigènes, autres services...) est inférieur ou égal à deux-cents euros (300) € HT pièce unitaire suivant le tarif fournisseur, toute remise déduite. Au-delà de ce seuil de 300 € HT pièce unitaire, se reporter à l'article 16-4.

La main d'œuvre concernant ces opérations est incluse dans le forfait de la phase 2.

La mise en conformité des matériels ou équipements à la réglementation en vigueur est à la charge du maître d'ouvrage. Il en est de même pour toutes évolutions réglementaires durant le présent marché. Cependant, les travaux entre deux rapports des organismes de contrôles sont inclus au forfait.

6.4.3.2. Révision des prix : PEx-M2

Les prix PEx-M2 sont réputés établis aux conditions économiques connues au 1^{er} jour du mois M_0 du marché.

Les prix seront révisés lors du décompte définitif au 31 décembre de chaque exercice selon la formule suivante :

$$PEx-M2 = PEx_0 \times [0.15 + 0.7 \times (ICHT-IME / ICHT-IME_0) + 0.15 \times (FSD2 / FSD2_0)]$$

- **PEx-M2** est le prix forfaitaire HT révisé, **PEx₀** est le prix forfaitaire HT indiqué à l'Acte d'engagement (M_0).
- **ICHT-IME (Industries, Mécaniques et Electriques)** = dernière valeur connue à la date de révision des prix de l'Indice du Coût Horaire du Travail Tous Salariés dans les services rendus aux entreprises avec prise en compte effet CICE (source INSEE)
- **ICHT-IME₀** = valeur initiale de l'indice ICHT-IME avec prise en compte effet CICE en vigueur au mois « m_0 ».
- **FSD2** = dernière valeur connue à la date de révision des prix de l'indice des Frais et services divers catégorie 2 (indice calculé par Le Moniteur selon les recommandations de la DGCCRF)
- **FSD2₀** = valeur initiale de l'indice FSD2 en vigueur au mois « m_0 ».

6.5 Modalités de paiement

Les modalités de paiement sont fixées ci-après :

6.5.1. Redevances Exploitation et Maintenance (P2)

Ces redevances forfaitaires feront l'objet d'acomptes égaux calculés sur la base du quart (1/4) des valeurs actualisées annuelles qui seront facturées, à trimestre échu, à la fin des mois de mars, juin, septembre et décembre.

La différence entre le décompte annuel au 30 juin, prenant en compte les variations de prix sur les périodes de fourniture et la somme des acomptes facturés, fera l'objet d'une facturation ou d'un avoir.

6.5.2. Pénalités

Les éventuelles pénalités, (article 19) seront prélevées sur le décompte annuel du 30 juin de chaque année.

6.6 Factures afférentes aux paiements

Les projets de décompte seront présentés au maître d'ouvrage avec utilisation d'un système de gestion informatique des situations de travaux pour le calcul des décomptes, des acomptes et du décompte général de chaque marché.

Les factures sont également adressées conformément au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique (CHORUS).

En tout état de cause, le délai de paiement est conforme aux dispositions réglementaires en vigueur.

Le délai de paiement du sous-traitant bénéficiant du paiement direct est identique à celui applicable au titulaire. Ledit délai de paiement court à compter de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné à l'article R.2193-12 du code de la commande publique si, pendant ledit délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le paiement sera effectué à compter de la réception de la facture par le maître d'ouvrage, dans le délai maximal en vigueur, soit trente (30) jours. A défaut de paiement dans ce délai, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et dans le décret d'application n°2013-269 du 29 mars 2013.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (08) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au marché ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses de révision et de pénalité.

En cas de versement d'une indemnité de résiliation, le délai de paiement de cette indemnité court à compter de la date à laquelle, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnité est arrêté.

6.7 Pénalités de la phase n°2 : Exploitation et maintenance

6.7.1. Dispositions générales

La rémunération du titulaire est liée à l'atteinte des engagements de performances mesurables.

Les pénalités sont libératoires. Cependant, elles n'exonèrent pas le titulaire de ses obligations contractuelles au titre du marché et vis-à-vis des tiers.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Les pénalités en phase n°2 : Exploitation et maintenance sont plafonnées à cinquante (50) pour cent (100) du montant forfaitaire global de la phase n°2 : *Exploitation et Maintenance*.

6.7.2. Pénalités Phase Exploitation-Maintenance

Les pénalités s'appliquent individuellement les unes des autres, par élément signalé et numéroté.

6.7.2.1. Pénalités pour non-respect des performances

Lorsqu'une performance visuelle ou acoustique n'est pas respectée (conformité réglementaire à l'exploitation, ou conformité aux règles de fédérations sportives lors d'un événement sportif), une pénalité de 300 € par non-conformité constatée par jour calendaire sera appliquée.

6.7.2.2. Pénalités pour défaut d'atteinte des performances

Les pénalités ci-après sont indissociables des valeurs de références, mesures d'indicateurs et plages de tolérance détaillés dans la partie 2 ci-avant :

- **Délais d'intervention** : $P_0 = 500 \text{€ HT}$

- $P_i = 2 P_0 \times (\text{durée en heures}/24)$ pour les locaux de criticité 3
- $P_i = P_0 \times (\text{durée en heures}/24)$ pour les locaux de criticité 2 et 1

- **CVC** : $P_i = P_0 \times (\text{durée en heures}/24)$

- **Consommation d'énergie** : conformément aux prescriptions du Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance décrivant les engagements sur les consommations d'énergie est du principe du tunnel de neutralité : **au-delà des consommations annuelles définie par l'offre du titulaire et dans la limite de la section 20 à 40%, la surconsommation sera partagée sur la base de 60% pour le titulaire et 40% pour la commune de Lucé.**

Au-delà des 40% de surconsommation, les pertes financières seront entièrement à la charge du titulaire.

6.7.2.3. Pénalités pour non-respect des délais d'astreinte

Inclus dans § ci-avant

6.7.2.4. Pénalités pour défaut de traçabilité de la conduite d'exploitation

- Retard dans la transmission du rapport de performance trimestriel : 100 € par jour calendaire de retard.
- Retard dans la transmission du Dossier d'Exploitation Maintenance et Plan de Mesure et Vérification ainsi que leurs mises à jour : 100 € par jour calendaire de retard.
- Absence non dûment justifiée à une réunion à laquelle il a été convié par la maîtrise d'ouvrage : 400 €
- Indisponibilité ou incomplétude de l'outil de gestion et interface client : 100 € par jour calendaire de retard, 7 jours après alerte écrite du Maître d'Ouvrage.

6.7.2.5. Pénalités pour défaut dans la conduite et l'entretien courant

- Lorsqu'un local devient indisponible à sa fonction : 200 € par jour calendaire et par local.
- Défaut de nettoyage et le stockage après intervention : 100 € par constat.

6.7.3. Manquements aux Obligations

Le titulaire s'est engagé au respect des performances techniques ou de services mentionnés dans le Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD. Certaines d'entre elles, en cas de non atteinte, sont sanctionnées par des pénalités.

La pénalité vient sanctionner une inexécution contractuelle du titulaire. Elle est fonction de la faute ou du manquement et de sa durée. Cette durée est décomptée dès le signalement (appel, courrier ou courriel) de la faute ou du manquement au titulaire par le maître d'ouvrage ou son assistant.

Toute période engagée vaut 24 heures hormis pour les pénalités comptabilisées en heures. Dès qu'une action corrective aura été réalisée, le titulaire sera tenu d'en informer le maître d'ouvrage par courrier ou tout autre moyen de communication. Le décompte des journées et/ou des heures se fera en fonction de la date et heure du constat par le maître d'ouvrage et de la date et heure de réception du retour d'information du titulaire afin de déterminer le montant des pénalités.

En cas de dépassement des délais de remise en état définitive, les pénalités y afférant s'additionnent aux pénalités portant sur les niveaux de services.

Les manquements du titulaire à ses obligations lui seront signalés par le maître d'ouvrage dès leur constatation, soit directement au personnel sur place, soit téléphoniquement et confirmés par lettre recommandée.

Le titulaire sera tenu d'y remédier dans les quarante-huit (48) heures qui suivent. Au-delà de ce délai, le maître d'ouvrage pourra, après mise en demeure, faire exécuter aux frais et risques du titulaire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la marche normale de l'exploitation.

Si, quinze (15) jours après réception de la lettre recommandée avec demande d'avis de réception, le titulaire n'a pu assurer la reprise d'une exploitation normale, le marché pourra être résilié pour faute dans les conditions de l'article 21.2 à l'initiative du maître d'ouvrage sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelque indemnité que ce soit.

Le montant de ces pénalités éventuelles sera déduit du décompte annuel.

Il est entendu que, à l'occasion d'un cas de force majeure, d'imprévision ou de circonstances exceptionnelles, le titulaire rechercherait avec le maître d'ouvrage, toutes les mesures à prendre, afin d'éviter un arrêt définitif des process, du chauffage et éventuellement de la production d'eau chaude sanitaire, permettant d'organiser la poursuite d'une exploitation même partielle après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles, adaptées aux circonstances créées.

6.7.4. Période blanche

Une période blanche intégrant la première saison de chauffe qui suivra la réception sera prise en compte. Aucun bonus en cas de surperformance ou de malus en cas de surconsommation ne sera appliqué au titulaire.

La durée de la période blanche sera ajustée en fonction de la date de livraison du bâtiment, elle ne pourra pas être supérieure à 10 mois.

A l'issue de la période blanche, l'engagement de performance énergétique débute.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS DIVERSES

7.1 Pénalités applicables à l'ensemble des phases du marché

Les pénalités ci-dessous sont applicables en phase n°1 et/ou en phase n°2 du présent marché et dérogent à l'article 19.2.3 du CCAG Travaux.

7.1.1. Sanctions pour manquement vis-à-vis d'une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs

En cas de manquement de la part du titulaire ou d'un de ses sous-traitants à une obligation concernant la santé ou la sécurité des travailleurs, le maître d'ouvrage se réserve le droit de saisir sans délai et sans mise en demeure les organismes ou administrations de contrôle, sans préjudice de l'application des dispositions prévues à l'article 31.4.4 du CCAG Travaux.

7.1.2. Non-respect des obligations d'insertion

Les pénalités relatives au non-respect des obligations d'insertion sont définies à l'article 2.12.5 du présent CCAP.

Cette pénalité ne deviendra définitive qu'en cas de non-respect de la mise en demeure d'exécuter les prestations dans les quinze (15) jours qui suivent la réception de cette mise en demeure.

Le refus caractérisé de transmission des renseignements prévus à l'article 1.6.2 du présent CCAP entraîne l'application d'une pénalité de cent euros (100 €) par jour calendaire de retard.

7.1.3. Pénalités en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé

Dans le cas où le maître d'ouvrage est informé par un agent de l'inspection du travail que le titulaire du marché, ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il pourra lui appliquer des pénalités fixées à mille cinq cents euros (**1 500 €**) dans les conditions suivantes :

D'une part, la pénalité sera appliquée si, après mise en demeure adressée par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser sa situation irrégulière, le titulaire n'apporte pas au maître d'ouvrage la preuve qu'il a mis fin à la situation délictuelle. À défaut de correction des irrégularités signalées dans le délai de quinze (15) jours, le maître d'ouvrage en informe l'agent de l'inspection du travail auteur du signalement et peut appliquer les pénalités prévues par le marché.

D'autre part, le montant de la pénalité appliquée ne pourra dépasser les deux limites suivantes :

- Dix pour cent (10%) du prix global et forfaitaire définitif du marché ;
- Le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-3 et L. 8224-5 du code du travail.

S'il n'applique pas les pénalités, le maître d'ouvrage pourra résilier le marché, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire du marché en application de l'article 21.2 ci-après.

7.1.4. Pénalités en cas de manquement aux engagements relatifs à la part d'exécution confiée à des P.M.E et à des artisans

En application de l'article R.2171-23 du code de la commande publique, le titulaire s'engage sur la durée totale du présent marché à confier à des petites et moyennes entreprises ou à des artisans de façon directe ou indirecte une part d'exécution des prestations. Ladite part ne pourra être inférieure à dix pour cent (10%).

Le titulaire transmettra à l'issue des différentes phases susvisées du marché sur lesquelles porte son engagement un relevé détaillé de ce dernier qui comprendra :

- Les noms et l'identification des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans ;
- La description et le montant des travaux/prestations réalisées par des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans ;

- La part que représentent ces travaux et/ou prestations du montant de la phase concernée et une comparaison entre les engagements contractuels et la réalité constatée sur la phase concernée.

En cas de non-respect de ses obligations contractuelles au titre du présent article, le titulaire encourra une pénalité calculée en fonction de l'écart entre la part qu'il s'était engagé à confier et la réalité constatée.

La pénalité prévue ci-dessus est d'un montant de **cent pour cent (100%)** de la différence constatée entre l'engagement du titulaire exprimé en euros et le montant global réellement confié à des petites et moyennes entreprises et/ou des artisans.

7.2 Résiliation du marché

Le maître d'ouvrage peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, dans les conditions prévues par le présent article.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. Sauf circonstances particulières, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

7.3.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Le maître d'ouvrage peut décider, à n'importe quel moment, y compris en cours d'exécution de la phase n° 2 : Exploitation et maintenance, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations et de prononcer la résiliation du marché pour un ou plusieurs motifs d'intérêt général motivé(s), dans les conditions prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux.

Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé selon les modalités prévues à l'article 50.4 du CCAG Travaux et le taux défini par le maître d'ouvrage est de deux (2) %.

7.3.2. Autres motifs de résiliation

7.3.2.1. Résiliation pour force majeure

Le marché, quelle que soit la phase, peut être résilié pour force majeure caractérisée par la jurisprudence administrative et dès lors que les circonstances rendent l'exécution du marché impossible de façon définitive.

En ce cas, le marché pourra être résilié dans les conditions de l'article 21.1 du CCAP à l'exception de l'indemnité prévu à l'article 50.4 alinéa 1 du CCAG Travaux.

7.3.2.2. Résiliation pendant la phase n° 1 : Conception et réalisation

Le marché peut être résilié dans les cas et selon les conditions prévues aux articles 49 et 50.1 à 50.3 du CCAG Travaux, ainsi qu'en cas d'atteinte du plafond de pénalités prévu à l'article 6.5.3 du présent CCAP.

Le règlement du marché s'effectue alors selon les modalités prévues aux articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux, sous réserve des stipulations de son article 51.

En cas de résiliation du marché pendant la phase n° 1.1 : Conception, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution. Pour pouvoir exercer ce droit, le maître d'ouvrage doit, lors de la notification de la résiliation, faire connaître au titulaire ou à ses ayants droit son intention d'en faire usage et préciser le contenu de sa demande.

7.3.2.3. Résiliation pendant la phase n° 2 : Exploitation et maintenance

En complément des cas visés à l'article 50.3 du CCAG Travaux, le marché pourra être résilié, en phase n° 2 : *Exploitation et maintenance*, en cas de manquement grave ou répété du titulaire à ses obligations contractuelles et, notamment, dans les cas suivants :

- En cas de non-respect avéré et constaté des clauses spécifiques du Tome 3 - Programme Entretien/Maintenance du PTD ;
- En cas d'atteinte du plafond des pénalités prévues à l'article 19.1 ;
- En cas de méconnaissance des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ;
- En cas d'absence de production des attestations d'assurances dans les conditions prévues à l'article 14.6 du CCAP ;

- En cas de prononcé, postérieurement à la signature du marché, d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
- Si, postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché s'avèrent inexacts.

La résiliation pour faute est précédée d'une mise en demeure notifiée au titulaire par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et restée sans effet dans un délai qui ne saurait être inférieur à quinze (15) jours. Dans le cadre de la mise en demeure, le maître d'ouvrage informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.

Le maître d'ouvrage a droit à être indemnisé des préjudices subis par lui au titre de la faute commise par le titulaire. La résiliation fait l'objet d'un décompte de résiliation, qui est arrêté par le maître d'ouvrage et notifié au titulaire. Ce décompte comprend :

- Au débit du titulaire :
 - Le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de règlement partiel définitif et de solde ;
 - Les coûts éventuellement supportés par le maître de l'ouvrage pour trouver et substituer au titulaire une ou plusieurs entreprises sur la base de conditions contractuelles équivalentes à celles du marché ;
 - La valeur, fixée par le marché et ses avenants éventuels, des moyens confiés au titulaire que celui-ci ne peut restituer, ainsi que la valeur de reprise des moyens que le maître de l'ouvrage cède à l'amiable au titulaire ;
 - Le montant des pénalités ;
 - Les éventuelles indemnités versées au titulaire au titre des polices d'assurances couvrant les dommages subis par les ouvrages.
- Au crédit du titulaire :
 - La valeur contractuelle des prestations reçues y compris, s'il y a lieu, les intérêts moratoires ;
 - La valeur des prestations fournies éventuellement à la demande du maître d'ouvrage, telles que le stockage des fournitures.

La notification du décompte par le maître de l'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux (2) mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation. Le paiement de la somme arrêtée au titre du décompte de résiliation doit intervenir dans un délai d'un (1) mois suivant sa notification.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.

7.3 Autres dispositions

7.3.3. Modifications du marché et clause de réexamen

Le marché pourra être modifié dans les conditions et en application des articles L.2194-1 à L.2194-3 et R.2194-1 à R.2194-9 du code de la commande publique, et le cas échéant de l'article R.2194-10 dudit code.

Sans préjudice de l'application des dispositions de l'article 53.3 du CCAG Travaux relatif à la suspension des travaux en cas de circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage et le titulaire conviennent d'ores et déjà de mettre en œuvre la clause de réexamen prévue à l'article 54 du CCAG Travaux dès lors que la durée d'exécution de la phase 1.2 Réalisation serait prolongée de plus de 25% de la durée contractuelle si ce décalage ne résulte pas d'une cause imputable au titulaire.

7.3.4. Nantissement et cession de créances

En vue de l'affectation d'un nantissement ou d'une cession de créance du marché pour les termes Exploitation et Maintenance, il est précisé que le comptable assignataire du maître d'ouvrage est chargé du paiement.

7.3.5. Litige

Tous litiges entre les parties à l'occasion du présent marché, et qui ne pourraient être résolus de façon amiable entre elles, sont de la compétence exclusive du Tribunal Administratif compétent, même en cas d'appel en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Toutefois, les parties ont la faculté de soumettre leurs différends au médiateur des entreprises ou au Comité Consultatif Interrégional de Règlement Amiable des Différends ou Litiges (CCIRA), conformément aux dispositions de l'article R.2197-1 du code de la commande publique.

7.4 Cession du marché

Le titulaire ne pourra, sous peine de déchéance, céder les droits résultant du marché qu'avec l'agrément du maître d'ouvrage suite à l'appréciation des garanties techniques, professionnelles et financières du cessionnaire pour l'exécution des prestations objet du marché. Cette cession sera considérée comme une modification au sens des articles R.2194-1 à R.2194-10 du code de la commande publique. En cas de cession du marché, le cessionnaire sera entièrement subrogé au titulaire dans les droits et obligations résultant du marché.

En cas de cession du marché par le maître d'ouvrage à une autre collectivité territoriale ou établissement public local, le titulaire ne pourra pas s'opposer à cette cession, notamment si cette dernière résulte d'un transfert de compétence entre le maître d'ouvrage et la collectivité cessionnaire ou établissement public local.

7.5 Dérogations aux CCAG Travaux

ARTICLES DU CCAP	DEROGATION AU CCAG TRAVAUX
2.8	3.8 et à 50.2.1
3	4.1
5.2.3	12.1.1
5.2.4	10.2
5.2.5	12.4.3
5.3.1	52.1
5.3.5 et s.	19.2.1 et s.
6.6	19.2.2 et 19.2.3
5.3.6.4	52.1
5.6.1	28.1
5.6.3	31.3
5.7.2	41
5.7.5	40
6.3.7	44.1